

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

Nouvelle Série — N° 11-12-13
SEPTEMBRE-NOVEMBRE 1944

PRIX : 10 Francs

QUATRIÈME INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale



SOMMAIRE

1. — Editorial.
2. — Perspectives et tâches de la Révolution Européenne.
3. — La situation du mouvement ouvrier anglais,
par J.-B. Stuart.
4. — Le Japon devant l'abîme, *par Li Fu-Yen.*
5. — Chronique internationale.
6. — Nouvelles de l'Internationale.

C'EST nous qui devons fonder, et cela immédiatement, sans délai, une Internationale nouvelle, révolutionnaire, prolétarienne : ou plutôt nous ne devons pas craindre de reconnaître publiquement que cette nouvelle Internationale existe déjà et travaille.

C'est l'Internationale de ces « internationalistes en actions » que j'ai énumérés plus haut. C'est eux, et eux seulement qui sont les représentants des masses révolutionnaires internationalistes, et non pas les corrupteurs des masses.

En vérité, il y a peu de socialistes de ce type : mais que chaque travailleur russe se demande combien de révolutionnaires vraiment conscients existaient en Russie à la veille de la Révolution de Février-Mars 1917.

Il n'est pas question du nombre, mais de donner une expression correcte aux idées et à la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire. La chose essentielle n'est pas de « proclamer » l'internationalisme, mais d'être internationaliste dans les actes, même lorsque les temps sont les plus difficiles.

... Ne nourrissons pas d'illusions. Nous ne devons pas nous tromper nous-mêmes. "Attendre" des Congrès Internationaux ou des Conférences c'est simplement *trahir* l'internationalisme, puisqu'il a été démontré que, même de Stockholm, ni les socialistes fidèles à l'internationalisme, *ni même leurs lettres* ne peuvent parvenir jusqu'ici, bien que cela soit possible en dépit de la rigoureuse censure militaire.

Notre Parti ne doit pas "attendre", mais il doit immédiatement *fonder* une Troisième Internationale.

Les centaines de socialistes détenus en Allemagne et en Angleterre vont, à cette nouvelle, pousser un soupir de soulagement : plusieurs milliers d'ouvriers allemands qui maintenant organisent des grèves et des démonstrations qui effraient ce fripon et ce brigand de Guillaume, apprendront par des tracts *illégaux* notre décision et notre confiance fraternelle en Karl Liebknecht, et en lui seul, *notre* décision d'en finir avec le "défensisme révolutionnaire" : ils vont les lire et leur internationalisme révolutionnaire en sera fortifié.

Celui qui a beaucoup reçu, à celui-là il sera beaucoup demandé.

Il n'est pas d'autre pays sur terre aussi libre que la Russie l'est *maintenant*. Utilisons cette liberté, non pour soutenir la bourgeoisie, ou le "défensisme révolutionnaire" bourgeois, mais pour former d'une façon audacieuse, honnête, prolétarienne, à la Liebknecht, la *Troisième Internationale*, une Internationale irrémisiblement hostile aux traîtres social-chauvins et aux partisans hésitants du "Centre" (Kautsky).

... Quiconque veut aider ceux qui hésitent doit commencer par cesser d'hésiter lui-même.

N. LÉNINE, Avril 1917.

(Les tâches du Prolétariat dans notre Révolution).

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale

ÉDITORIAL

La Révolution Proletarienne allemande et la Classe Ouvrière mondiale

La tâche des Partis Communistes, et en premier lieu de ceux des pays victorieux, est de rendre clair aux masses que l'œuvre de paix de Versailles rejetté toutes les charges sur les épaules du prolétariat, aussi bien dans les pays victorieux que dans les pays vaincus, et que les prolétaires de tous les pays sont les véritables victimes.

Sur cette base, les Partis Communistes, et avant tout ceux d'Allemagne et de France, doivent mener une lutte commune contre le Traité de Versailles.

Le Parti Communiste français doit lutter de toutes ses forces contre les tendances impérialistes de sa propre bourgeoisie, contre sa tentative de s'enrichir au moyen de l'exploitation aggravée du prolétariat allemand, contre l'occupation du bassin de la Ruhr, contre le morcellement de l'Allemagne, contre l'impérialisme français. Il ne suffit plus aujourd'hui de combattre en France la soi-disant défense de la patrie : il faut lutter pas à pas contre le Traité de Versailles.

(Thèses du IV^e Congrès de l'Internationale Communiste).

BATTU sur tous les fronts, l'impérialisme allemand a perdu une à une ses conquêtes de la première période de la guerre : l'Allemagne elle-même n'est plus qu'une "forteresse" assiégée de toute part. Comment expliquer le fait qu'une chaîne ininterrompue de défaites — qui se succèdent depuis deux ans — n'ait pas produit encore un ébranlement décisif en Allemagne et n'ait pas réussi à briser les cadres de la dictature fasciste ? Et encore : comment se fait-il que la résistance de l'armée allemande reste acharnée et désespérée alors que sur le plan militaire la défaite apparaît inévitable ?

Pour répondre à ces questions il faut tout d'abord comprendre le rôle de deux facteurs essentiels : 1°) le poids du régime fasciste ; 2°) la politique pratiquée envers l'Allemagne.

contre le capitalisme. La dictature des bandes fascistes, appuyée sur une immense masse de déclassés, sur de larges couches de la petite bourgeoisie paupérisée et tournée contre la classe ouvrière, — à cause de la couardise, l'incapacité et l'impuissance des réformistes et des staliniens de former le pôle d'attraction révolutionnaire, — est passé comme un char sur l'épine dorsale de la classe ouvrière européenne et le prolétariat allemand, l'a atomisé, a détruit ses organisations et annihilé ses conquêtes de plusieurs décades de lutte. Quel écho peuvent avoir en Allemagne les chefs émigrés, — démocrates, catholiques, réformistes, prostitués devant l'impérialisme mondial, — les bureaucrates aux ordres du Kremlin et les junkers repentis à la Paulus du Comité dit de "l'Allemagne libre" ? Sans doute, aucun.

Pour briser la dalle fasciste, pour arracher la camisole de force du nazisme, le peuple allemand doit trouver dans le prolétariat international l'appui le plus sûr et le plus efficace : chaque pas que fait la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde

L'armature de fer du fascisme s'est érigée en Allemagne sur la base de la défaite la plus catastrophique qu'ait connue le prolétariat dans sa lutte

est autant de leviers qui aident au regroupement révolutionnaire en Allemagne et au renversement du fascisme. Les charlatans radicaux, les bureaucrates banquierontiers, comme les valets de plume de l'impérialisme, qui s'emploient partout à lutter contre la révolution prolétarienne (en Italie comme en Belgique, en Grèce, en France comme dans toute l'Europe), déclarent que le prolétariat allemand est "nazifié" jusqu'à la moëlle. Ce mensonge, — qui est le même que celui du menteur en chef de la propagande allemande, Goebbels, et qui aide les nazis à commettre tous leurs crimes au nom soi-disant du « peuple allemand tout entier », — aide les impérialistes à préparer la mise en esclavage du peuple allemand, à forger un super-Versailles plus monstrueux que le précédent et facilite l'écrasement de la révolution, aujourd'hui, sous le prétexte qu'on "affaiblit" la lutte contre Hitler, et demain, que le peuple allemand est pestiféré et qu'il faut bien le soumettre pour mieux le "désintoxiquer".

Pour renverser Hitler, pour abattre le fauteur du fascisme qu'est le régime capitaliste, il faut tendre une main fraternelle au prolétariat allemand : où Hitler et ses bandes fascistes ont semé partout la terreur et la haine, les ruines et les massacres. Mais il ne faut pas oublier que c'est tout d'abord **contre le peuple allemand** que Hitler et les nazis se sont faits la main pour terroriser les peuples de l'Europe. Pour briser le cercle de fer qui enserré le peuple allemand, pour lui ouvrir la perspective de la lutte révolutionnaire, il faut briser la haine qu'alimentent contre lui les agents de l'impérialisme mondial et il faut démasquer leur rôle d'auxiliaires de M. Goebbels.

Les impérialistes ne veulent pas aider le peuple allemand à briser ses chaînes : ils s'approprient, au contraire, à remplacer la dictature de Hitler purement et simplement par la mise en esclavage de l'Allemagne, soi-disant parce qu'elle a "soutenu" Hitler ! Le prolétariat allemand est le facteur déterminant du sort de la révolution prolétarienne européenne et mondiale : son écrasement, en 1933, a eu des conséquences incalculables pour le sort du prolétariat mondial dans son ensemble. La révolution allemande aura, à son tour, demain des conséquences immenses : **de sa victoire ou de sa défaite dépend le sort de l'humanité.**

Et voilà pourquoi les impérialistes, comme les traités réformistes et stalinien, qui ne veulent pas de révolution prolétarienne, s'approprient à forger de nouvelles chaînes pour le prolétariat allemand, ne savent plus comment pulvériser l'Allemagne, détruire cette masse ouvrière existant au cœur de l'Europe et empêcher la révolution qui suivra l'effondrement de Hitler. La seule solution que peuvent mettre en avant ceux qui veulent conserver et maintenir le capitalisme agonisant, c'est un nouveau super-Versailles, qui contiendra en germe une nouvelle guerre impérialiste.

Les impérialistes américains ont avancé deux projets : le projet Morgentau, celui de la grande

banque américaine, qui est pour la transformation de l'Allemagne de pays industriel en pays agricole. Les capitaux américains trouveront casuellement un placement rentable au centre de l'Europe, qui aura besoin de refaire tout son équipement industriel. Ce projet a été rejeté par Roosevelt pour des raisons très claires, la "désindustrialisation" de l'Allemagne crée trois dangers : 1) elle favorise l'accroissement de la capacité industrielle de l'U.R.S.S. et de la France, c'est-à-dire des concurrents de l'industrie américaine sur le marché mondial ; 2) elle permet à ces pays de renforcer leur expansion en Europe même ; 3) elle approfondit à un degré incalculable les dangers d'une explosion révolutionnaire au centre de l'Europe.

Et c'est précisément afin de s'assurer pas à pas, dans leur pénétration en Allemagne contre la révolution prolétarienne, que les "Alliés" forcent en Allemagne occupée un régime aussi barbare que celui de Hitler. Sous le prétexte que le peuple a besoin d'être "désintoxiqué", Eisenhower établit la dictature militaire, interdit tout "rassemblement" dépassant 3 personnes (!), mais garde en service les formations des S.A. (partie des S.S.) et les Jeunesses hitlériennes soi-disant parce qu'elles doivent assurer « l'ordre et le fonctionnement normal des services de l'Etat ». Les impérialistes anglo-américains jettent ainsi le masque : en Allemagne occupée comme en Italie, les fascistes sont maintenus en place, partout où cela est possible, pour être utilisés contre la classe ouvrière. Voilà la lutte de messieurs les impérialistes "contre le fascisme" !

Aussi cyniquement que les impérialistes américains, les marchands d'esclaves de la City s'approprient, eux aussi, à dépecer l'Allemagne. Déjà, depuis l'autre guerre, Lord Vansittart trouvait la paix de brigandage de Versailles comme trop douce et prônait un dépeçement complet de l'Allemagne. Si les projets de Vansittart ne sont pas devenus les slogans officiels de l'impérialisme anglais, la faute n'est pas à Vansittart : elle est due à ce que l'Angleterre, prise entre le danger d'une Russie puissante et d'une France qui pratique l'équilibre entre la Grande-Bretagne et la Russie, ne sait plus à quel saint se vouer pour garder une position décisive sur le continent : avec la France, dans un "bloc occidental", — demain tourné contre l'U.R.S.S., — ou éventuellement avec une Allemagne pas trop dépecée et ramifiée, plus tard, instrument contre les prétentions trop grandes de la France ? En attendant, si l'Angleterre prône le "bloc occidental" avec la France et pratique envers le sort futur de l'Allemagne la politique "d'attendre et voir", pour l'imédiat elle s'approprie à s'assurer le "contrôle" des meilleures morceaux de l'Allemagne. En effet, les impérialistes ont décidé d'occuper l'Allemagne, — et ils parlent « d'au moins pour dix ans », comme si cela dépendait uniquement d'eux et non pas de la lutte révolutionnaire du prolétariat allemand, européen et mondial, — et de la partager en quatre morceaux : l'U.R.S.S. contrôlerait la Prusse orientale ; l'Amérique, le Sud ; la France, la Rhénanie ; et l'Angleterre, la Ruhr et le Nord.

La formule proposée pour être appliquée à l'Allemagne "occupée" est celle — quelle curieuse coïncidence ! — que les nazis et les impérialistes allemands ont appliquée en France : contrôle de

l'industrie, réquisitions de la main-d'œuvre à laquelle s'ajouteraient, — comme nous allons le voir plus loin, — le transfert massif des populations et la déportation pure et simple. Voilà le régime de bague qu'on promet à l'Allemagne de demain : après cela les charlatans hypocrites parleront de "liberté" et de "démocratie" grâce aux victoires des impérialismes !

L'impérialisme français — que d'aucuns déclaraient déjà mort et enterré en 1940, alors que la bourgeoisie française faisait suer sa défaite à ses 70 millions d'esclaves coloniaux, — plus avide et plus rapace que jamais, ne sait plus où placer sa frontière occidentale : sur le Rhin, "le fleuve français", comme dit le nouvel imposteur qu'on a coiffé du titre de ministre des Affaires Étrangères, Georges Bidault ; en Rhénanie, que l'on "doit" occuper, comme dit le vieil imposteur "socialiste" Grumbach, plus loin peut-être, comme disent les "communistes français", qui veulent une "France grande et forte". Et cette politique honteuse de rapine, de brigandage et d'esclavage, réplique fidèle de la barbarie de Hitler est baptisée ingénument par de Gaulle de politique "réaliste" !

Que les impérialismes jettent le masque en ce moment décisif et que la compétition à la curée de l'Allemagne ait pris un caractère forcé, rien d'étonnant. Mais que la bureaucratie de Staline montre à son tour toute sa putréfaction intérieure, tout son mépris cynique pour les principes non pas seulement du socialisme mais même de la liberté et de la démocratie bourgeoises, voilà qui ne va pas manquer d'ouvrir les yeux aux ouvriers communistes qui n'arrivent pas à comprendre comment de "tactique" en "tactique", l'une plus géniale que l'autre, on en arrive à être, d'une part, les excitateurs au chauvinisme le plus hystérique, — comme en France, — d'autre part, les précheurs d'un super-Versailles, plus meurtrier qu'en 1918, — alors que le léanisme s'est forgé en Europe et dans le monde sur la base même de la lutte contre le chauvinisme et contre Versailles. Le loquax de Staline pour les "sciences" économiques, Varga, a publié à Moscou un plan qui prévoit non seulement le dépeçement de l'Allemagne, non seulement la désindustrialisation de ce pays et le transport de l'industrie en U.R.S.S., mais encore la déportation de 40 millions d'ouvriers allemands en Sibérie ! Les satrapes assyriens de Babylone n'ont pas pu concevoir de meilleurs supplices, il y a quelque deux mille ans, pour "punir" les peuplades ennemies. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de peuplades, mais de la masse prolétarienne la plus importante d'Europe ; ce projet n'est pas conçu au nom de l'Assyrie, mais en celui de l'Union Soviétique. Certes, les satrapes ne savent trouver d'autre solution ni à Babylone ni au Kremlin, mais ceci ne suffit pas pour justifier la plus grande monstruosité que la bureaucratie stalinienne essaie de couvrir du nom de l'U.R.S.S. et de Lénine !

Staline parle du prolétariat européen en véritable négrier : l'U.R.S.S. occupera Varsovie ; en échange, Staline offre à Messieurs les banquieron-

niers "démocrates" polonais une "bonne" frontière sur l'Oder et leur alloue la Saxe. Il "cède" la Rhénanie à l'impérialisme français, — qui se promet de rappeler aux Allemands les bienfaits d'une nouvelle organisation Todt, — et s'octroie pour les "réparations" dix millions de travailleurs allemands ! Ce projet barbare compromettrait à jamais le socialisme si aucune voix courageuse ne s'élevait dans la classe ouvrière pour dénoncer le sinistre projet du "père des peuples" et de ses divers "fils du peuple" !

Après les articles à la Hya Ehrenbourg, qui écrit sans honte « qu'il n'y a de bons que les Allemands qui sont morts », et qui insulte sans vergogne le prolétariat allemand, qui a donné un Karl Liebknecht, il n'y a rien d'étonnant que les vieux brigands à la Lord Citrine, chefs des Trade-Union (syndicats) anglais, ou des nouveaux gangsters américains à la Murphy, chef de la C.I.O. (syndicats), découvrant que « le peuple allemand est responsable des crimes de Hitler. »

Tous ces gens ont montré qu'ils peuvent descendre dans la boue encore mieux que les social-patriotes de 1914.

Nous disons, en ce moment décisif, au prolétariat européen et mondial : sans la victoire de la révolution prolétarienne allemande, **la victoire du prolétariat européen n'est pas possible et concevable. Pour aider le prolétariat allemand dans sa lutte contre Hitler, il faut briser le mur de haine qu'on veut élever entre lui et le prolétariat européen. Pour aider la révolution prolétarienne allemande, il faut dénoncer impitoyablement les projets sanguinaires des impérialismes mondiaux, des charlatans "démocrates", des traîtres stalinien et des réformistes. Il faut rendre à l'internationalisme son véritable contenu : il faut fraterniser avec le prolétariat allemand contre la dictature de Hitler aujourd'hui, contre la dictature de l'occupant "allié" demain.**

Les contradictions de classes rongent et sapent les fondements du régime de Hitler, malgré le carcan de fer du fascisme ; une explosion gigantesque se prépare en Allemagne. Pour ouvrir une perspective de combat à la classe ouvrière, pour lui donner confiance dans la révolution, les socialistes et les "communistes" stalinien sont incapables et impuissants à le faire. Seule, la IV^e Internationale lèvera en Allemagne aussi le drapeau de la révolution et se trouvera finalement à la tête des masses. Dès maintenant elle dit à la classe ouvrière : « Si vous voulez empêcher une nouvelle guerre impérialiste, si vous voulez préparer un monde meilleur, alors il faut, dès maintenant, inlassablement, inflexiblement, dénoncer la paix de vengeance des impérialistes et démasquer le rôle de l'occupation qu'ils préparent. »

A bas le super-Versailles de Roosevelt-Churchill-Staline !

Vive la révolution prolétarienne allemande !

PERSPECTIVES ET TACHES

DE LA

RÉVOLUTION EUROPÉENNE

Nous publions ci-dessous la résolution adoptée par le plenum du Comité National du SOCIALIST WORKER PARTY, section nord-américaine de la IV^e Internationale, qui se réunit en Novembre 1943, un an après le X^e Congrès National du Parti.

Les membres des sections européennes de la IV^e Internationale ne manqueront pas de remarquer la coïncidence frappante de la ligne générale de ce texte avec celle des résolutions de la Conférence Européenne de Février 1944.

Cela est encore une preuve de la solidité du programme de la IV^e Internationale et des liens organiques qui unissent toutes ses sections dans leur pensée et dans leur action.

Le cours des événements mondiaux durant l'an passé peut être résumé en quatre principaux points d'une signification historique considérable. Ce sont :

1^o La chute de Mussolini et l'écroulement du fascisme italien, donnant le signal du commencement de la révolution italienne, et par conséquent de la révolution européenne.

2^o La prépondérance croissante des forces militaires anglo-américaines sur celles du camp axiste, qui a déjà dévoilé les aspirations de Wall-Street à remplacer l'Allemagne nazie comme maître et oppresseur de l'Europe, et pleinement mis en relief le rôle contre-révolutionnaire de l'impérialisme américain sur l'arène mondiale.

3^o Les victoires colossales de l'Armée Rouge.

4^o La dissolution formelle du Komintern.

Les leçons

des événements italiens

Le fascisme italien qui, en 1922, se mit en marche pour rénover le capitalisme italien chancelant sur les corps des ouvriers et des paysans révoltés, a été complètement épuisé en l'espace de deux décades.

Le régime meurtrier, dont son chef se vantait de voir construire un nouvel Empire Romain, dura juste assez pour célébrer son

20^o anniversaire. Les ouvriers et les paysans refusèrent purement et simplement de se battre, de travailler ou de se sacrifier pour l'Etat fasciste, qui ne leur apporta qu'oppression, misère, famine et vaines promesses.

Les classes moyennes perdirent toute confiance en ces bandits bonapartistes corrompus, incompetents et vaniteux, qui avaient à leur tête le saltimbanque Mussolini. Finalement, les classes dirigeantes, les capitalistes, les propriétaires terriens, l'Eglise, la Famille Royale, la caste militaire et une partie de sa propre clique gouvernementale trouvèrent opportun de renverser Mussolini, dans l'espoir de se sauver eux-mêmes de la catastrophe complète.

Avec le peuple entier contre lui, l'Empire d'Afrique perdu, l'économie nationale en banqueroute et envisageant l'occupation par deux armées ennemies supérieures en nombre, « le fascisme, enfin, tomba comme une pomme pourrie ». A cette épitaphe, le maréchal Badoglio ajouta : « Pas la moindre résistance au changement ne fut tentée par un des 7.000.000 de membres appartenant au parti fasciste ».

Cet écroulement total du fascisme italien anéantit comme une bulle de savon toutes les théories prônées par les renégats du marxisme, à savoir que le fascisme est une nouvelle forme de société bureaucratique collectiviste, destinée à remplacer le capitalisme et à barrer la route au socialisme. Il est clair maintenant que ces théories prétentieuses représentaient, en réalité, une forme particulière de capitulation intellectuelle et d'adaptation au fascisme. L'expérience italienne a, une fois pour toutes, démontré que le fascisme est essentiellement l'instrument politique du capitalisme monopoléon dans son agonie finale.

La chute du fascisme en Italie est une preuve tangible de la banqueroute de la domination bourgeoise. Toutes la répression, les prétentions et la démagogie de leurs mercenaires fascistes n'ont pas pu rendre le grand capital capable d'étouffer la lutte de classes et l'empêcher de se développer. Au contraire, sous le couvercle de fer du fascisme, les conflits sociaux engendrèrent assez de force explosive pour faire voler le régime en éclats.

Les événements d'Italie ont prouvé la vitalité indomptable de la classe ouvrière. Le fascisme avait écrasé toutes les organisations de masse des travailleurs italiens : leurs syndicats, leurs coopératives, leurs partis. Il avait assassiné, emprisonné, exilé leurs meilleurs chefs, excommunié les idées révolutionnaires et interdit leur expression, enchaîné les ouvriers aux patrons par l'intermédiaire de l'Etat totalitaire. Il les avait isolés du reste du monde. Néanmoins, le prolétariat, vaincu et atomisé, rassembla graduellement ses forces, se redressa à nouveau et recommença sa lutte pour la liberté et le pain ; il fit sortir de nouveaux chefs de ses rangs et se mit en mouvement pour régler ses comptes avec ses oppresseurs, à la première occasion favorable.

Mussolini signa sa condamnation à mort en entraînant le peuple italien dans l'aventure impérialiste de la deuxième guerre mondiale. Après trois années de tortures et d'horreurs, les masses commencèrent à se révolter. Les ouvriers et les paysans en uniforme refusèrent de se battre, désertèrent, battirent en retraite ou se rendirent. Dès le mois de mars 1943, des grèves éclatèrent dans les villes industrielles du Nord. Le régime fasciste était incapable de lutter contre la révolte. Le pouvoir commençait à glisser des doigts de Mussolini. D'autres grèves encore et des manifestations pendant les mois suivants rendirent évident que la machine de guerre de Mussolini était en train de s'écrouler.

Terrifiées par la révolte montante du peuple, les désastres militaires, la banqueroute totale du fascisme et la perspective de l'invasion du pays par les armées anglo-américaines, les classes possédantes, dirigées par la monarchie et ses auxiliaires militaires, et inspirées par le Vatican, se hâtèrent de renverser Mussolini et d'établir une dictature militaire-monarchiste à la place du fascisme. Ces conspirateurs de palais espéraient, par un coup d'Etat opportun, éviter la révolution ouvrière.

Mais la chute de Mussolini provoqua les conséquences les plus inattendues et les plus contradictoires. Au lieu de mater l'esprit de rébellion, elle accrut énormément la volonté révolutionnaire et aiguillonna les masses pour des actions plus audacieuses encore. La nouvelle de la chute de Mussolini n'était pas sitôt répandue que les sentiments révolutionnaires du peuple se manifestèrent avec une force titanique. Le peuple se déversa dans les rues, manifestant sa joie sans arrêt ; il se mit à pourchasser la vermine fasciste et à exhiler sa rage sur elle ; il ouvrit les prisons et libéra les détenus politiques, exultant dans la joie de sa liberté nouvellement reconquise. Il exigea la fin de la guerre. Des partis sortirent de terre, des syndicats se dressèrent, une presse libre fut établie, des conseils d'ouvriers et de paysans, organisés, et la fraternisation commença. Les exilés, de retour dans leur pays, et les détenus politiques libérés reprurent leur place à la tête des masses. Par le fait d'une série de grèves puissantes, les ouvriers adressèrent leurs revendications au gouvernement de Badoglio.

Ces événements portèrent le caractère indubitable d'un véritable soulèvement révolutionnaire, au cours duquel les masses sont intervenues directement comme une force active et décisive dans la détermination des faits. Ce mouvement tumultueux menaçait de passer par-dessus la tête du Roi Victor-Emmanuel et de son maréchal, Badoglio, et de renverser leur nouveau gouvernement monarchiste-militaire, qui avait succédé au fascisme. Pour empêcher tout nouveau développement de la révolution, toutes les forces réactionnaires s'unirent contre les ouvriers et les paysans insurgés. Badoglio décréta la loi martiale, interdit les assemblées de plus de trois personnes, prit des mesures pour renvoyer les ouvriers à l'usine, tua et emprisonna les chefs, censura la presse, renouvelant toutes les pratiques de la dictature mussolinienne.

Tout en s'efforçant de mater la révolution pendant les premières semaines, Badoglio fit miroiter l'espoir de la paix devant le peuple italien exténué par la guerre. Il utilisa contre les ouvriers les forces militaires des nazis et du bloc anglo-américain, avec qui il était en train de négocier les conditions d'une collaboration. Badoglio et ses généraux laissèrent les nazis occuper l'Italie du Nord, pendant que les avions anglo-américains bombardaient les centres révolutionnaires de Milan, Turin et Bologne.

Les complots

militaires - monarchistes

Ces complots contre la révolution étaient facilités et couverts par la politique de trahison des socialistes, des stalinistes et des partis libéraux. Au lieu de soulever et d'organiser le peuple pour le renversement de la dictature de Badoglio et la création d'une République des Ouvriers et des Paysans, ces partis entravèrent la lutte des ouvriers, leur prêchèrent la confiance envers le nouveau gouvernement et leur conseillèrent d'attendre que la paix et la liberté leur soient octroyées par la grâce du Roi et de Badoglio, alliés aux forces anglo-américaines. Cette combinaison de répression et de duperie rendit capable les ex-complices de Mussolini d'arrêter le développement de la révolution et de se réfugier, aussitôt qu'ils furent prêts, dans les bras des Alliés.

Après avoir ruiné le pays, les classes possédantes, complètement réactionnaires, ont aidé à convertir l'Italie en champ de bataille pour les camps impérialistes rivaux. Quels que soient leurs alliés du moment, les deux parties de la bourgeoisie divisée font cause commune avec les oppresseurs étrangers contre leur propre peuple. Pendant que Mussolini fait appel aux Italiens, les incitant à mourir pour la résurrection du fascisme et pour le nazisme, le Roi et Badoglio leur demandent de mourir pour l'impérialisme anglo-américain.

La conduite cynique des classes dirigeantes italiennes confirme la grande leçon politique donnée aux travailleurs par la bourgeoisie française après la chute de la III^e République. La classe capitaliste ne se soucie nullement de la démocratie, de l'indépendance nationale ou du bien-être des masses. Seuls l'intéressent ses profits, son pouvoir, ses privilèges et son

droit de propriété. Chaque fois que leur suprématie politique et leurs intérêts sociaux et économiques sont menacés par le prolétariat, les classes possédantes sont capables des plus grands crimes contre le peuple et la nation.

Les ouvriers et paysans italiens ne peuvent trouver leur voie vers la paix et la liberté que seulement en arrachant le pouvoir politique et économique des mains des capitalistes et en s'immisçant avec leurs frères les ouvriers d'Europe dans une guerre pour le socialisme. Les combattants révolutionnaires d'Italie ont déjà accompli des actes immortels. Ils ont été la force principale qui renversa Mussolini et son régime pourri. Leurs actions constituent un magnifique prologue à la révolution prolétarienne de l'Europe qui vient. Ils ont donné un nouvel espoir et un nouveau courage aux masses de toute l'Europe.

Les ouvriers italiens, isolés et pris entre les armées de deux camps impérialistes rivaux, ont été temporairement réduits à la défensive. Ils n'ont pas eu le temps d'organiser leur propre parti marxiste. Et, en raison de cela, les leaders stalinien et réformistes traîtres ont eu les mains libres pour retenir et désorienter les masses. Les armées axistes et alliées s'efforcent maintenant, chacune à sa manière, d'achever d'étrangler la révolution.

En dépit de la trahison et de la répression sanglante, les ouvriers italiens continuent la lutte. Ils montrent par là que la révolution italienne vit toujours. La résistance des ouvriers, qui se poursuit sous des conditions adverses prédominantes, nous donne l'assurance qu'ils reprendront leur marche en avant à la première occasion favorable. La suite des événements depuis la chute de Mussolini a montré la connexion étroite qui existe entre la révolution italienne et la révolution européenne. L'évolution ultérieure de la révolution italienne est liée au développement de la révolution européenne et surtout de la révolution allemande. Les actions héroïques des ouvriers italiens ont ranimé les sentiments et les idées révolutionnaires à travers le continent et ébranlé les régimes, de Madrid à Berlin et à Budapest. Le déroulement subéquent de la révolution dans les autres pays d'Europe va à son tour donner une puissante impulsion nouvelle à la révolution italienne, temporairement arrêtée.

Les événements d'Italie ont posé d'une façon claire tous les grands problèmes de la révolution européenne. Ils ont confirmé les conclusions marxistes suivant lesquelles les seules forces révolutionnaires sont les ouvriers, alliés aux paysans. La seule révolution que la classe ouvrière peut et va mener est la révolution socialiste. La seule issue à la domination prolongée du capitalisme monopoleur est le Gouvernement Ouvrier et Paysan, basé sur les Conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans.

La démocratie bourgeoise

La décadence du capitalisme et l'acuité des conflits de classe ne permettent pas une autre longue période de démocratie bourgeoise à l'Europe dévastée par la guerre. Bien que des régimes démocratiques bourgeois inter-

maires puissent être établis ça et là comme sous-produits de mouvements révolutionnaires inachevés, ils s'avèreront, par leur nature même, instables et de courte durée. Ils doivent disparaître devant la conquête du pouvoir par les ouvriers révolutionnaires ou la dictature militaire et policière de la contre-révolution capitaliste.

Le fait que les prémisses économiques d'une longue période de démocratie bourgeoise en Europe n'existent plus n'a pas mis fin au rôle que les démocrates bourgeois et petits-bourgeois peuvent jouer pour entraver l'avance de la révolution prolétarienne. Après la chute du fascisme, le capitalisme tentera de gouverner au moyen des seules forces militaires, comme l'exemple de l'Italie l'a déjà démontré. Quand ce moyen s'avèrera impuissant à maîtriser les masses insurgées, les capitalistes indigènes, alliés aux impérialistes envahisseurs, mettront en avant leurs agents démocrates, social-réformistes et stalinien, qui s'efforceront d'étrangler la révolution par un nœud coulant "démocratique". Quand tous les autres moyens de défense s'épuiseront, les forces du capitalisme tâcheront de préserver leur dictature derrière la façade de formes démocratiques, en allant même jusqu'à la république démocratique.

Ce stratagème de la bourgeoisie peut être secondé par la renaissance d'illusions démocratiques dans des sections considérables des masses, surtout en l'absence de partis révolutionnaires. Sous de telles conditions, il est possible et même probable que des partis traîtres social-réformistes ou stalinien puissent jouer un rôle dirigeant pendant les premières étapes de la révolution. La victoire définitive de la révolution ne peut seulement être assurée que par la direction d'un parti révolutionnaire marxiste. La création de tels partis est la tâche la plus importante de l'avant-garde prolétarienne en Europe. Au milieu des convulsions gigantesques qui vont ébranler la société européenne, cette tâche peut être accomplie dans un avenir très rapproché.

La vague révolutionnaire peut être si puissante qu'elle rende capables les ouvriers de prendre le pouvoir immédiatement après la chute de la dictature fasciste. Par conséquent, il est nécessaire de lancer le mot d'ordre des Conseils d'ouvriers (Soviets) et de « Tout le pouvoir aux Conseils d'ouvriers » aussitôt que les masses commenceront à se mettre en mouvement contre le régime fasciste ou contre tout autre dérivé de ce régime.

Les partis bolchevik-léninistes ont partout le devoir fondamental de dissiper et de lutter contre l'illusion que les régimes démocratiques bourgeois stables, qui ont perdu leur fondement matériel, peuvent être restaurés en Europe. Ils doivent mener une guerre irréconciliable contre les partis réformistes et stalinien et leurs perfides "Fronts Populaires", qui cherchent à limiter la lutte des ouvriers à ce programme utopique et réactionnaire. La IV^e Internationale a depuis longtemps prévu que cette question se poserait pendant les premières étapes de la chute du fascisme et a, en ce qui la concerne, une attitude claire.

Le programme adopté par la Conférence Constitutive de la IV^e Internationale (1938) affirme que « dès qu'il aura éclaté au grand jour, le mouvement révolutionnaire dans les pays fascistes prendra d'un seul coup une extension gran-

diose et, en aucun cas, ne s'arrêtera à des tentatives de faire revivre quelque cadavre de Weimar. » Le même programme explique la valeur et la nécessité, aussi bien que les limitations et le caractère subordonné, des mots d'ordre démocratiques comme moyen de mobiliser les masses pour l'action révolutionnaire.

Pour gagner les masses, nous aurons besoin de nous lier à elles, telles que nous les trouvons, avec toutes leurs illusions. Notre tâche est facilitée par le fait que les revendications démocratiques ont, dans l'Europe actuelle, des implications révolutionnaires si la lutte pour elles est sérieusement menée, car les gouvernements bourgeois ne peuvent les satisfaire. Tout en se présentant devant les masses avec les mots d'ordre fondamentaux de « Etats-Unis Socialistes d'Europe » et de « Tout le pouvoir aux soviets », les trotskystes doivent se montrer en même temps les combattants les plus résolus pour les revendications démocratiques. Ces revendications démocratiques (liberté de la presse, liberté d'association, etc.), seront en connexion avec les revendications transitoires, et le tout sera rattaché à nos mots d'ordre fondamentaux de « Etats-Unis Socialistes d'Europe » et de « Tout le pouvoir aux Soviets ».

La révolution prolétarienne peut commencer dans un pays, mais aucun pays de l'Europe ne peut, par ses seuls moyens, sortir de la guerre et de la crise catastrophique de la civilisation contemporaine. Une révolution victorieuse dans un seul pays de l'Europe quel qu'il soit serait immédiatement contrainte à se défendre contre les attaques militaires des impérialistes et serait obligée de faire appel à l'aide prolétarienne internationale par des moyens révolutionnaires. Dans les luttes qui suivront, il ne sera pas possible de maintenir les frontières surannées et arbitraires des Etats nationaux existants et le prolétariat n'a aucun intérêt à essayer de le faire.

L'Etat national, qui, autrefois, fut l'arène historique du développement des forces pro-

ductives, est depuis longtemps devenu une entrave pour elles. Le devoir historique irrémissible des peuples de l'Europe est la destruction révolutionnaire de l'Etat national réactionnaire et la création des Etats-Unis Socialistes d'Europe. La paix, la sécurité et la prospérité peuvent être assurées seulement au moyen de l'unification économique et de la collaboration des nations libres de l'Europe. Seul le prolétariat révolutionnaire est la seule force capable d'accomplir ces tâches. Le mot d'ordre central de ses luttes est : « Les Etats-Unis Socialistes d'Europe ».

L'Europe, aujourd'hui sous l'esclavage nazi, sera demain envahie par l'impérialisme anglo-américain, également pillard. Dans leurs efforts pour remplacer les nazis comme maîtres de l'Europe, les impérialistes alliés auront à subir eux-mêmes toutes les conséquences de la situation qui a empêché Hitler de pacifier le continent. La haine des peuples européens contre leurs oppresseurs nazis se retournera demain, avec une vigueur accrue, contre l'impérialisme yankee. Le désir ardent des masses européennes de se débarrasser des envahisseurs et de conquérir la liberté nationale va nécessairement s'incorporer à leur lutte sociale contre les classes dominantes indigènes et leurs maîtres anglo-américains et donner une impulsion puissante à la révolution prolétarienne. La fraternisation entre les ouvriers européens et les soldats des forces occupantes deviendra une nécessité impérative sur le chemin qui mène vers la révolution socialiste en Europe.

Toutes les forces combinées du prolétariat européen seront requises pour organiser et diriger les peuples dans leur lutte révolutionnaire contre leurs oppresseurs. Le mot d'ordre des Etats-Unis Socialistes d'Europe va servir de puissant cri de ralliement contre les plans contre-révolutionnaires du bloc anglo-américain qui visent à coloniser, à exploiter et à démembrer le continent européen. Ce mot d'ordre va animer et guider les ouvriers européens dans leur lutte pour le pouvoir. Par l'intermédiaire des Etats-Unis Socialistes d'Europe, — et pas autrement, — ils vont réaliser l'unification économique, la solidarité fraternelle, le progrès culturel et social. C'est seulement sur cette base que l'Europe ruinée et atomisée pourra être remise debout et atteindre des sommets nouveaux.

Le rôle contre-révolutionnaire du capitalisme américain

La prépondérance de la puissance américaine a commencé à se manifester partout avec une force qui va croissant. La puissance industrielle, financière et militaire des Etats-Unis est devenue le facteur décisif dans la lutte inter-impérialiste pour la domination mondiale.

Les manœuvres diplomatiques de Washington ainsi que ses actes politiques durant l'année qui vient de s'écouler ont servi à détruire le prétexte que cette guerre est menée pour défendre la démocratie contre le fascisme et pour propager les « Quatre Libertés » à travers le monde. Ils ont dévoilé le vrai caractère réactionnaire des objectifs de guerre de

Le social-chauvinisme est l'adhésion à l'idée de la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle.

De cette idée découlent la répudiation de la lutte des classes pendant la guerre, les votes pour les budgets militaires, etc...

Pratiquement, les social-chauvins réalisent une politique bourgeoise anti-prolétarienne, parce que pratiquement ils insistent non pas sur la « défense de la patrie » dans le sens de la lutte contre l'oppression d'une nation étrangère, mais sur la « droit » de l'une ou de l'autre des « grandes » nations de piller les colonies et d'opprimer les autres peuples.

G. ZINOVIEV et V. LÉNINE
« Le Socialisme et la Guerre » (1915)

Washington, dictés par la tendance du grand capital américain à la domination politique et économique du monde.

Le slogan de « la guerre pour la démocratie » a été considérablement discrédité dès le début par l'inclusion du gouvernement de Vargas et d'autres gouvernements despotiques dans la coalition des "nations unies"; par les démonstrations d'amitié à Franco, le bourreau du peuple espagnol, ainsi qu'au dictateur du Portugal Salazar; par les avances à Pétain et le patronage d'Otto de Habsbourg et de divers monarches européens en exil. Aujourd'hui, les relations avec Darlan et Badoglio esquissent en termes précis la politique contre-révolutionnaire et les buts impérialistes du capitalisme anglo-américain.

Les rapports avec Darlan, le bourreau de Vichy et le collaborateur de Hitler, servent à maintenir les relations avec l'Empire français et à assurer la collaboration avec les capitalistes français, les gouverneurs coloniaux et la caste militaire. L'ancien système d'oppression coloniale et de surexploitation reste inchangé sous de Gaulle comme sous Darlan et Giraud. Ni les indigènes d'Afrique, ni les ouvriers coloniaux français n'ont obtenu la démocratie par l'occupation américaine.

En Sicile, l'AMGOT garda à leurs postes tous les anciens fonctionnaires et policiers fascistes, sauf les plus notoires et les plus haïs. Il est interdit d'avoir une activité politique. La presse est contrôlée. « L'étiquette fasciste est enlevée, cable le reporter du "New-York Times", mais les mêmes hommes continuent à remplir les mêmes fonctions. »

La politique alliée en Italie

Cette politique a été réalisée par l'accord avec le maréchal Badoglio et le roi Victor-Emmanuel, qui ont soutenu le fascisme pendant 20 ans et dont les seuls appuis sont les industriels, les banquiers et les gros propriétaires. Roosevelt et Churchill emploient leurs armées et leurs ressources pour soutenir cette dictature monarchiste-militaire, détestée des masses italiennes. Ils ne veulent pas que le peuple italien ait un gouvernement de son choix, de peur qu'un tel régime ne fasse des incursions dans la propriété et le pouvoir capitalistes.

La politique poursuivie par les leaders alliés en Afrique du Nord, en Sicile et en Italie démontre que l'appui qu'ils prêtent aux forces ultra-réactionnaires n'est pas dû à des déviations accidentelles ni à des "nécessités militaires", mais découle d'un plan calculé d'avance qui est dicté par les intérêts et les besoins des impérialistes anglo-américains. Elle permet de prévoir quel sera le programme des Anglo-Américains pour l'Europe. Ceux-ci visent à imposer de nouvelles formes de servitude aux peuples européens. Ils se proposent d'écraser toutes les manifestations d'indépendance révolutionnaire des ouvriers et d'établir des dictatures militaires-monarchistes-cléricales, sous la tutelle et l'hégémonie du grand capital anglo-américain. Ils ont conclu une alliance avec l'état-major mondial de la réaction et de l'obscurantisme, le Vatican, pour parvenir à réaliser leurs plans contre-révolutionnaires.

Les Alliés évitent d'encourager les mouvements populaires démocratiques de libération car ils craignent que ceux-ci ne donnent libre cours au pouvoir de la classe ouvrière et ne se dirigent vers la révolution socialiste. Koosevelt et Churchill comprennent qu'il n'est pas possible d'établir des gouvernements démocratiques capitalistes stables en Europe, à l'heure actuelle. Si elle a le champ libre, si elle obtient des droits démocratiques, la classe ouvrière européenne n'aura pas besoin de beaucoup de temps pour organiser ses partis révolutionnaires et pour renverser tous ses oppresseurs capitalistes. L'alternative, du point de vue de Roosevelt-Churchill, est ou bien un gouvernement du type de Franco ou bien le spectre de la révolution socialiste.

La plus grande contribution des révolutionnaires américains à la lutte pour le socialisme en Europe consiste à dévoiler ces buts contre-révolutionnaires, lutter contre eux sans répit, soulever les travailleurs américains contre le programme réactionnaire du grand capital et éveiller leurs sentiments de solidarité envers leurs frères de classe durement opprimés en Europe et dans le reste du monde.

La signification

des victoires soviétiques

La vitalité prodigieuse de la Révolution d'Octobre est démontrée d'une façon frappante par les victoires de l'Armée Rouge contre l'impérialisme nazi. Pendant que la France et l'Italie, victorieuses à la dernière guerre, s'écroulaient devant les armées d'invasion, l'Union Soviétique resta debout en dépit de défaites et de pertes sans précédent et repoussa l'assaut de la puissante machine de guerre nazie. La force de résistance supérieure de l'U.R.S.S. dérive essentiellement du fait que la révolution prolétarienne, qui a été écrasée en France et en Italie, a été victorieuse dans l'Union Soviétique.

La volonté inébranlable de lutte et le moral élevé des armées et du peuple soviétiques réfutent les assertions de ces déserteurs qui, se retranchant derrière les crimes de la bureaucratie stalinienne, ont abandonné l'Etat ouvrier à l'heure de son mortel péril. Ils considèrent l'Union Soviétique comme perdue au moment même où, malgré la bureaucratie stalinienne, l'Etat issu de la Révolution d'Octobre était sur le point de déployer des forces défensives sans précédent dans l'épreuve suprême sur le champ de bataille.

L'U.R.S.S., en vertu des bases sociales établies par la Révolution d'Octobre, reste encore un Etat ouvrier, en opposition fondamentale avec le monde impérialiste. Les réactions des Alliés devant les succès soviétiques et leurs répercussions parmi les dirigeants capitalistes des pays voisins démontrent encore une fois que les impérialistes reconnaissent ce fait. La perspective de nouvelles avances de l'Armée Rouge a terrifié plutôt qu'encouragé les alliés démocrates de Staline.

Le pacte récemment conclu à Moscou et basé sur un accord pour une action conjuguée contre la révolution européenne, n'a pas et ne

pouvait pas éliminer l'antagonisme fondamental entre le système économique de l'Union Soviétique et le monde capitaliste. Le pacte de Staline avec Roosevelt et Churchill, contre-révolutionnaire en son essence comme le pacte précédent avec Hitler, ne sera pas plus durable. Ni l'asservissement de Staline à l'impérialisme, ni ses objectifs contre-révolutionnaires en Europe ne sauraient abolir cet antagonisme fondamental. A une étape ultérieure, les antagonismes latents éclateront en plein jour et, à moins que la révolution européenne n'intervienne ou que Staline ne fasse aux impérialistes des concessions qui changeront le caractère fondamental de l'économie soviétique, ils conduiront à des conflits armés entre l'U.R.S.S. et l'impérialisme anglo-américain. En s'unissant aux impérialistes anglo-américains contre la révolution européenne, Staline porte un coup mortel à l'Union Soviétique elle-même.

La fausse politique de Staline

Le caractère énigmatique de la politique de Staline, qui rend tellement perplexes les commentateurs bourgeois, s'explique par la position contradictoire de la bureaucratie soviétique, qui mène sa politique nationaliste réactionnaire sur les bases sociales d'un Etat ouvrier dégénéré encerclé par l'impérialisme. Les perspectives nationalistes de Staline le poussent à négocier avec les impérialistes pour des concessions territoriales et stratégiques sur la périphérie de l'U.R.S.S., aux dépens de la trahison du prolétariat international. Les conséquences inévitables d'une telle politique de trahison ont été rendues évidentes par le pacte de Staline avec Hitler. L'allié de Staline, Hitler, n'avait pas sitôt conquis l'Europe occidentale qu'il lançait ses forces contre l'Union Soviétique.

Les Anglo-Américains, alliés de Staline, ne sauraient agir différemment. Quand ils auront acquis une position dominante sur le continent européen, ils seront obligés, comme Hitler, de chercher à encercler et à étrangler l'U.R.S.S. pour l'écraser et la démembrer, restaurer la propriété privée capitaliste et ouvrir un large champ de ressources à l'exploitation impérialiste.

Staline a conscience de tous les périls qu'implique pour l'U.R.S.S. la conquête et la consolidation de l'Europe par les impérialistes anglo-américains sur le corps déchié de l'Allemagne. Sa politique étrangère peut sembler être momentanément efficace, mais seulement aussi longtemps que l'Europe est divisée entre les camps impérialistes en lutte, qui peuvent se neutraliser l'un l'autre et lui permettre de manœuvrer entre eux. Une victoire décisive de l'un des camps sur l'autre ne peut être suivie de d'une guerre contre l'U.R.S.S.

L'Union Soviétique pourrait déjouer les plans impérialistes du camp de guerre anglo-américain et se mettre à l'abri des attaques en stimulant et en soutenant les soulèvements révolutionnaires des peuples de l'Europe. Mais la caste dirigeante de Moscou n'osera pas davantage suivre cette voie contre ses alliés présents qu'elle n'a osé le faire contre Hitler. Une révolution prolétarienne victorieuse dans un grand pays européen raviverait et ranimerait la confiance des masses soviétiques en leurs propres forces, régénère-

rait la Révolution d'Octobre et liquiderait l'odieuse clique du Kremlin.

La politique de Staline, en banqueroute complète, consiste à chercher une voie de compromis entre ces deux alternatives fondamentales:

1° D'un côté, il lance les comités de l'"Allemagne Libre" et de la "Pologne Libre" et soutient les partisans yougoslaves et d'autres mouvements similaires comme contrepoids à l'influence anglo-américaine et jongle avec le programme désespérément réactionnaire qui consiste à reconstruire des régimes pseudo-démocratiques sur une base capitaliste, avec une orientation "amicale" vers l'U.R.S.S.

2° De l'autre côté, il conclut des accords avec les impérialistes anglo-américains pour coopérer avec eux à l'asservissement de l'Europe.

Mais les tentatives de Staline de trouver une solution moyenne sont vouées à l'échec. Ou bien la révolution socialiste va triompher d'un bout à l'autre de l'Europe ou bien le continent deviendra la victime et le vassal de l'impérialisme anglo-américain. Ou l'Union Soviétique se sauvera en alliance avec le prolétariat européen victorieux ou elle sera éventuellement conquise et détruite par les impérialistes. Il n'y a pas d'autre alternative. La bureaucratie stalinienne est condamnée dans les deux cas. Ce n'est pas une "nouvelle" classe, comme les renégats et les philistins la dénomment, mais une caste parasitaire de nature transitoire. Il n'y a pas plus de solution pour les contradictions du stalinisme qu'il n'y en a pour celles de l'impérialisme.

Staline, exploitant le prestige rehaussé de l'Union Soviétique résultant des victoires de l'Armée Rouge, cherche à contrôler les mouvements populaires de l'Europe pour s'en servir dans ses marchandages avec les impérialistes et ensuite les trahir dès que les considérations nationalistes l'exigeront.

La bureaucratie stalinienne est capable de toutes les trahisons envers le socialisme et le prolétariat international.

L'expérience passée en Espagne en particulier, ne laisse aucun doute que les staliens, s'ils ont à faire face à des soulèvements de masses sur le continent européen, seront prêts à tendre les mains aux impérialistes et à entreprendre leur œuvre de bourreaux. Mais tenter une telle entreprise est une chose; la mener à bien en est une autre. Il y a une grande différence entre les conditions de la révolution espagnole et celles de la révolution européenne qui vient. Une révolution avant la guerre, dans un coin de l'Europe, pouvait être isolée, étranglée et vendue au gré des manœuvres diplomatiques du Kremlin. Une révolution dans un pays, sortie de cette guerre, s'étendra rapidement par-dessus les frontières nationales et prendra des proportions aussi vastes que le continent. Une telle révolution ne peut être entravée par aucune bureaucratie, la bureaucratie stalinienne incluse, ni terrassée en permanence par aucune puissance impérialiste, y compris l'impérialisme anglo-américain.

Ceux qui arrivent à des conclusions défaitistes en ce qui concerne les perspectives de la victoire prolétarienne en Europe ignorent avant tout l'action révolutionnaire indépendante des masses et leur assignent un rôle purement passif, comme si la bureaucratie stalinienne et les impérialistes anglo-américains étaient deux bandes de bouchers dépeçant un animal égorgé. Le devoir des combattants ré-

volutionnaires est de soulever les masses pour l'action indépendante sous leur propre drapeau, et non pas de spéculer, en observateurs passifs, sur les desseins de Staline et des impérialistes, et encore moins de considérer comme acquis le succès de ces desseins.

La puissance décisive en Europe, c'est le prolétariat révolutionnaire. C'est sur cette force sociale fondamentale que nous, trotskystes, mettons nos espoirs et basons notre politique à travers tous les détours et les zigzags des diplomaties stalinienne et impérialiste.

La fin du Komintern

La dissolution par Staline de l'Internationale Communiste met officiellement fin à la carrière d'une organisation ouvrière internationale qui, jadis, sous Lénine et Trotsky, était l'avant-garde du prolétariat mondial et l'espoir de tous les opprimés. L'histoire du Komintern depuis 1924 est une série d'échecs et de capitulations. Les trahisons de la bureaucratie stalinienne ont infligé les plus désastreuses défaites à la classe ouvrière mondiale.

Les étapes successives dans le processus de la dégénérescence après la mort de Lénine comprennent : la promulgation pour la première fois, en 1924, de la théorie du socialisme dans un seul pays ; la bureaucratisation du Komintern et de tous ses partis ; l'expulsion de l'opposition bolchevique-léniniste, d'abord dans le parti russe, ensuite internationalement ; la capitulation sans combat du Parti Communiste allemand, avec ses 600.000 membres et ses 6.000.000 d'électeurs, devant le fascisme de Hitler, en 1933 ; la trahison systématique du prolétariat mondial au profit de la politique diplomatique du Kremlin ; le meurtre des vieux bolcheviks ; l'assassinat de Trotsky ; la trahison du prolétariat pendant la seconde guerre mondiale, qui fut livré à Hitler d'abord, puis à Roosevelt et à Churchill.

La cynique répudiation par Staline de l'internationalisme et de l'organisation prolétarienne internationale rend le plus grand service idéologique au capitalisme, qui vise à garder les ouvriers divisés sur des lignes nationales, à les dupier et à les asservir par des illusions et des préjugés nationalistes. La renonciation à l'internationalisme est la renonciation aux principes fondamentaux du socialisme scientifique. Depuis que le Manifeste Communiste de 1848 a proclamé « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », le mouvement marxiste a enseigné que l'émancipation des ouvriers ne pouvait être réalisée que par leur action commune sur une échelle internationale. La I^e, la II^e et la III^e Internationales ont été toutes trois organisées à l'origine pour consolider l'union de classe des travailleurs sur un plan mondial, pour la lutte contre le système capitaliste et l'avènement du socialisme.

La III^e Internationale est née des expériences de la guerre mondiale de 1914-18. Dès le premier jour de sa création, elle enseigna la nécessité de la solidarité internationale et combattit toutes les variétés de particularisme national. Maintenant, un quart de siècle plus tard, quand la banqueroute du capitalisme et de son système d'Etats nationaux sont parvenus à la phase finale de leur développement,

Staline et sa bande de traîtres affirment aux ouvriers qu'il n'y a pas besoin de coopération ni d'organisation internationales.

L'enterrement formel du Komintern, 10 ans après qu'il eut cessé d'exister comme force révolutionnaire, ne signifie pas que les staliens cesseront d'intervenir dans le mouvement ouvrier mondial. Les staliens conservent encore leurs organisations, leur appareil du Guépéou et ses ramifications et restent comme toujours les agents cyniques de la politique étrangère du Kremlin. Les événements d'Italie ont montré la capacité des staliens à faire dévier la lutte des ouvriers, démoralisant et trahissant la classe ouvrière. La lutte contre la politique fausse des serviteurs dégénérés du Kremlin reste une des tâches les plus importantes de l'avant-garde révolutionnaire, en Europe et dans le reste du monde.

Le triomphe de la IV^e Internationale

La III^e Internationale, qui a été enterrée par Staline dans la honte et la disgrâce, nous a laissé néanmoins les plus grands trésors pour l'avenir. Ses fondateurs, Lénine et Trotsky, nous appartiennent. Leurs enseignements, leur exemple, leurs traditions sont à nous. L'histoire de la longue lutte intérieure de Trotsky, de ses camarades et de ses disciples depuis 1923 constitue la littérature de base avec laquelle la nouvelle génération qui est destinée à diriger la révolution sera entraînée et éduquée.

Les quatre premiers congrès du Komintern ont produit des documents qui forment le programme fondamental de la IV^e Internationale. C'est de la III^e Internationale, longtemps avant qu'elle ne fut morte et enterrée, que sortirent les cadres initiateurs de la IV^e Internationale. La IV^e Internationale est la contribution maîtresse de Trotsky à la lutte libératrice de la classe ouvrière mondiale. La IV^e Internationale repose sur la base de granite du marxisme intégral, dépourvu de falsifications. Trotsky incorpora dans son programme toutes les grandes leçons de la période post-léniniste et munit l'avant-garde révolutionnaire des armes idéologiques indispensables pour la lutte pour le pouvoir.

La IV^e Internationale, seule, continue les traditions progressives des deux premières Internationales et l'œuvre du Komintern dans ses premières années. L'épreuve critique de la guerre a détruit tous les autres groupements internationaux, excepté la IV^e Internationale. Rien ni personne ne peut dissoudre cette Internationale, héritière de l'Internationale Communiste de Lénine et de Trotsky. Aujourd'hui, les partis de la IV^e Internationale sont petits, mais ils existent dans tous les pays importants. Ils sont liés ensemble par des principes et un but communs. Leurs idées sont correctes, leur programme représente une nécessité historique, leur victoire est assurée.

Sous le drapeau de la IV^e Internationale, Parti Mondial de la Révolution Socialiste, les ouvriers et les peuples coloniaux vont se libérer du capitalisme, du fascisme et de la guerre et créer la société socialiste de la paix, de la liberté et de l'abondance pour l'humanité entière.

LA SITUATION DU MOUVEMENT OUVRIER ANGLAIS

par J.-B. STUART

LA fusion des différents groupes trotskystes anglais en une seule organisation, le REVOLUTIONARY COMMUNIST PARTY, coïncide avec la montée de la crise de la classe dirigeante anglaise. Ceci n'est pas une simple coïncidence. L'avant-garde de la classe ouvrière révolutionnaire grandit et gagne en cohésion parallèlement avec la désintégration de la vieille couche dirigeante. Pour démontrer l'importance de cette unification, un résumé de la situation générale est nécessaire.

L'Angleterre se trouve aujourd'hui à la veille d'importants mouvements révolutionnaires. Son système économique, qui a fait pendant longtemps l'orgueil du monde capitaliste, est profondément atteint de gangrène. La guerre, suprême épreuve des systèmes économiques, a démontré l'inefficacité, le gaspillage et la corruption du capitalisme anglais.

L'Angleterre, premier Etat où le capitalisme se développa en maintenant sa structure surannée, se trouve au bord de l'effondrement.

Privée des énormes ressources que possèdent les Etats-Unis, la classe dirigeante n'a pas été capable de couvrir sa faillite par une intensification de la production, à la façon américaine. La situation des mines de charbon donne la mesure de la crise économique anglaise. La production n'arrive pas à satisfaire les besoins de la guerre. Les magnats du charbon et leur gouvernement préférèrent courir le risque d'importantes grèves minières, qui abaisseront encore plus la production, plutôt que de céder à la revendication essentielle des mineurs : la nationalisation des mines.

Le gouvernement se trouve devant

le problème suivant : aggraver la situation militaire ou ouvrir les écluses de la nationalisation et ainsi mettre en danger tout le système de la propriété privée. La controverse est trop importante pour en discuter au Parlement, dit Churchill...

Pour les mineurs, aussi bien que pour tous les travailleurs, une amélioration véritable de leur standard de vie misérable, et qui va en empirant sans cesse, est directement liée dans cette économie en déclin avec la nationalisation des moyens de production.

Les minimes concessions sur les salaires ne sont pas proportionnées aux besoins. Inéluctablement, les grèves devant en s'amplifiant, la lutte de classe deviendra plus ardente. La domination anglaise a été atteinte par sa situation internationale incertaine, et le sera encore plus par les luttes économiques à l'intérieur.

La Loi de l'Enseignement

Les résultats de la "nationalisation des mines" ouvriraient trop de "controvertes" pour que le gouvernement l'accomplisse, disait Churchill, remettant la question à quelques prochaines élections générales, et espérant qu'alors elle ne sera plus aussi primordiale pour les masses que dans le feu de la guerre. Churchill préfère éluder la question en réquisitionnant les travailleurs des autres industries (les *Bevin Boys*) pour travailler dans les mines. Seule la "nationalisation" de la propriété de celles-ci est dangereuse, mais pas celle du travail.

Pourtant, la crise économique occupa à nouveau le Parlement à propos d'une autre question. En mars, un projet de loi concernant l'enseignement, en apparence inoffensif, fut présenté aux Communes. Il contenait une proposition d'égaliser le traitement des instituteurs et des institutrices. Le gouvernement s'opposa à cette proposition. Mais une majorité aux Communes comprenant une fraction importante du parti "Tory" (celui du premier ministre) la vota. Personne n'attacha une grande importance à cet incident sur lequel le gouvernement se trouva en minorité. Mais Churchill en fit une question décisive. Il demanda l'annulation du vote comme une preuve de confiance en son gouvernement. Tout le pays discuta cette question et à la fin le premier ministre parvint à obtenir gain de cause.

Salaires égaux pour les femmes, et ceci seulement pour les prolétaires en faulx, voilà ce qui devint pour le gouvernement de l'impérialisme anglais une question de laquelle celui-ci fit dépendre sa participation à la conduite de la guerre. Les dirigeants anglais montrèrent par là que pas même la plus petite échelle de progrès social ne devait s'entreouvrir, tellement est grande leur peur de l'avalanche dont ils sont menacés. Churchill, sans aucun doute, obtint le vote qu'il demandait. Mais le résultat suscita une telle vague de ressentiment parmi les masses que, pour la première fois depuis 1940, la coalition des Tories et des Travailleurs fut sérieusement ébranlée.

La crise dans le Labour Party

Sous la pression de la base, le Comité exécutif du Labour Party déclara, en avril, qu'il reconnaît que le gouvernement de coalition ne pourra se maintenir pour la reconstruction de l'après-guerre, et qu'il y mettra fin lorsque les divergences avec les Tories sur la législation sociale deviendront plus aiguës. Et que : bien que la coalition continuera à fonctionner pour des raisons d'ordre militaire, à l'occasion d'élections partielles, le Labour Party lui opposera son propre programme social.

La cause immédiate de cette déclaration fut l'incident à l'occasion du décret sur l'Enseignement. Mais une masse de plus en plus importante des Trade-Unions exige la rupture de la coalition.

Le Labour Party qui, avant 1939, gagnait régulièrement sur les Tories aux élections, a vu celles-ci, les unes après les autres, gagnées par les Indépen-

dants et le Commonwealth Party, parti "radical" nouvellement constitué des classes moyennes.

La direction du Labour Party s'est tellement compromise que des affiches éditées par des groupes petits-bourgeois, tel que la "Free Trade League", peuvent à l'heure actuelle être placardées impunément dans les bastions mêmes des Travailleurs, à Londres, dénonçant « le fascisme du Labour Party ». Et ce n'est pas le fait que le fasciste honni Oswald Mosley a obtenu son élargissement grâce à l'intervention du ministre travailliste Morrison, qui pourrait contribuer à enrayer le déclin de la popularité du Labour Party parmi les masses.

Cette première demi-mesure hésitante, destinée à apaiser la volonté exprimée par les masses de rompre la coalition, montre que même les traites myopes de la direction du Labour Party commencent à discerner ce qui saute aux yeux de tous. La crise est arrivée à un point de maturité voisin de la pourriture.

La trahison des fonctionnaires des Trade-Unions

Pendant que les premiers signes d'une rupture de la coalition sur le plan politique apparaissent, les bonzes des Trade-Unions intensifient leur lâche asservissement aux capitalistes sur le plan économique, plan sur lequel les masses se sont directement mises en mouvement pour briser les chaînes de "l'Union nationale". La tâche à laquelle les bonzes du Labour Party se sont attelés n'est pas un faux-semblant d'opposition, mais la réparation avec une aveugle ardeur des chaînons rompus. Comme des centaines de milliers de mineurs, spontanément, se sont mis en grève, et comme la fièvre de grève va croissant, ils ont eu recours à des mesures désespérées. Pour eux, l'assiette au beurre est directement en jeu.

L'Histoire mentionnera, à leur honte éternelle, que les bureaucrates des Trade-Unions de la Grande-Bretagne ont supplié la classe dirigeante de promulguer une nouvelle loi contre les grévistes et contre tous ceux qui les soutiennent.

L'Histoire mentionnera aussi que la classe dirigeante confia cette tâche à Ernest Bevin, ministre du Travail, et jadis "leader" de la grève générale de 1926 qu'il trahit honteusement.

Sous la nouvelle loi, appelée "Loi Bevin", la clause tyrannique qui met

hors la loi les grèves de solidarité, — en application de l'infâme décret de 1927, le "Trades Dispute Act", qui scella la défaite de la grève générale, — prend d'inquiétantes proportions. Imposant des peines allant jusqu'à 5 ans de prison, cette loi considère comme un crime de parler en faveur d'une grève où que ce soit, en dehors d'une réunion officielle de syndicat ; comme un crime d'aider par la presse une grève "non officielle" ; comme un crime d'accorder un soutien financier à une grève de cette sorte. Les journaux se félicitent ouvertement de ce que les bureaucrates des Trade-Unions ont eu recours au gouvernement pour les aider à mater les membres des syndicats dont ils ont perdu le contrôle.

Quelques jours après la promulgation de la "Loi Bevin", des milliers de membres du syndicat de ce même Bevin, l'Union Générale des Travailleurs des Transports, répondirent en se mettant en grève et en arrêtant tout le trafic des autobus dans les districts les plus commerçants de Londres. La même semaine, des milliers d'ouvriers du gaz firent la grève à Manchester, laissant cette ville sans gaz pendant sept jours.

Le Parti "Communiste"

Dans tous ces événements, le parti stalinien joua invariablement le rôle de briseur de grève auxiliaire. Le gros du travail fut laissé, bien entendu, aux bonzes des Trade-Unions et du Labour Party. Les appels des staliniens contre les grèves sont lardés de pieuses références à la nécessité de soutenir l'effort militaire de l'Union Soviétique. Mais ils

font un semblant d'opposition contre les décrets anti-ouvriers les plus scandaleux qui ont soulevé une colère générale parmi les travailleurs.

Ainsi, par exemple, ils suggèrent à Bevin qu'il existait déjà des lois susceptibles d'être appliquées contre les « trotskystes, instigateurs de grèves, » sans qu'il fut besoin de recourir à une nouvelle loi comme celle du ministre du Travail.

Comme toutes les organisations de masses en Angleterre et contrairement à son équivalent américain, le Parti "Communiste" est obligé de se servir d'un vocabulaire socialiste, concession démagogique aux traditions profondément enracinées de la classe ouvrière anglaise.

Une partie importante parmi les bureaucrates des Trade-Unions, et particulièrement dans l'industrie minière, est portée vers les méthodes plus nouvelles, plus énergiques et plus raffinées de duperie des masses préconisées par le Parti "Communiste".

C'est parmi eux que les staliniens ont trouvé des appuis puissants pour l'entrée qu'ils projettent dans le Labour Party, — à laquelle s'opposent encore les leaders de ce dernier, — et aussi pour leur campagne "d'Union des Gauches" destinée à former la base d'un projet de "Front Populaire" plus solide.

Les staliniens font de gros efforts pour contribuer à la trahison des ouvriers, mais ne sont ni assez appréciés ni ne jouissent d'une confiance suffisante auprès des gens en place pour qu'on leur donne des postes dirigeants.

Parmi les mineurs, qui jadis constituaient leur base la plus forte, leur influence décline d'une façon constante.

Une classe révolutionnaire dans une guerre réactionnaire ne peut manquer de souhaiter la défaite de son gouvernement, ne peut manquer de voir la connexion existant entre les revers militaires de son gouvernement et l'opportunité croissante de son renversement.

Seul, un bourgeois qui croit que la guerre, commencée par les gouvernements, doit nécessairement se terminer comme une guerre entre les gouvernements, et qui désire qu'il en soit ainsi, peut trouver « ridicule » et « absurde » l'idée que les socialistes de tous les pays belligérants puissent exprimer le désir que tous « leurs » gouvernements soient vaincus.

Au contraire, une telle aspiration coïncide avec les pensées intimes de tout ouvrier conscient, et avec la ligne de notre activité qui tend à la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Les socialistes doivent expliquer aux masses qu'il n'est pas de salut pour elles en dehors du renversement révolutionnaire de « leurs » gouvernements, et que les difficultés de ces gouvernements dans la guerre présente doivent être utilisées pour ce but.

« Le Socialisme et la Guerre ».

Les "Gauches" du Labour Party

La soi-disant "gauche" des Travailleurs, — Aneurin Bevan, Laski et C^o, — dirige tous ses coups contre la trahison des bureaucrates et contre les plans néfastes de la bourgeoisie. Mais chaque fois leur politique, qui consiste à seconder l'effort de guerre, les conduit à une lâche soumission. Bevan va dans les districts de ses mineurs, parle aux grévistes, reconnaît que toutes leurs revendications sont justes, flétrit les crimes du gouvernement et des magnats des mines et conclut en incitant les mineurs à reprendre le travail parce que la grève porte préjudice à la guerre menée par les criminels mêmes qu'il flétrit. En dépit de son ancienne popularité parmi eux, les mineurs l'envoient promener sans plus de cérémonie que le stalinien Horner ou le bureaucrate de la vieille école Lawther.

Néanmoins, ce discrédit même parmi ses anciens électeurs pousse Bevan et ses pareils à une collision encore plus vigoureuse contre les dirigeants du Labour Party. Et cela à un tel point et avec une violence telle que non seulement la bureaucratie travailliste veut à tout prix lui imposer la "discipline" du parti, mais que même elle n'y parvient pas. Dans une récente réunion parlementaire, une tentative en ce sens échoua dans une très grande mesure.

De toute façon, on peut prévoir dès maintenant sans crainte de se tromper que ce groupe, en dépit de toutes ses girations, restera ce qu'il est par essence, c'est-à-dire la face "gauche" de cette misérable bureaucratie.

L'Independent Labour Party

Comme étant contre toutes les autres vieilles organisations en place de la classe ouvrière, seul l'I.L.P. a gardé son prestige et est même en train de s'accroître. Le secret de ce succès n'est pas difficile à découvrir : il maintient une position contre la guerre, bien que typiquement centriste et pas suffisamment claire ni proclamée avec assez de force.

Cependant, il se dissocie en toute occasion des trotskystes. Ses leaders trinquent avec les parlementaires. La moitié d'entre eux sont réellement des pacifistes. Ils sont toujours prêts à flirter avec les bureaucrates. En un mot, personne dans les cercles dirigeants ne voit en eux une sérieuse menace révolutionnaire. En définitive, on les considère

dans les cercles dirigeants comme des collègues parlementaires avec, peut-être, une arrière-pensée pour l'avenir...

Tel était, brièvement tracé, l'arrière-plan politique quand, vers le milieu du mois de mars 1944, la Workers International League et la Revolutionary Socialist League parvinrent à un accord, conformément auquel ces deux organisations fusionnèrent et prirent le nom de Revolutionary Communist Party.

La Conférence de Fusion

La résolution de fusion adoptée par la Conférence place d'emblée le nouveau R.C.P. sur la base de granit des principes et du programme de la IV^e Internationale.

Le choix du titre de Revolutionary Communist Party a été des plus heureux.

Le gros des nouvelles recrues du Parti provient du Parti Communiste stalinien et de sa périphérie. Les staliniens exploitent un titre avec lequel ils n'ont politiquement rien de commun, mais qui devient de plus en plus populaire parmi les masses de la Grande-Bretagne. Ainsi le nouveau parti a saisi le drapeau lui appartenant de droit des mains des usurpateurs qui le souillent.

Point n'est besoin de mentionner que les staliniens ont réagi avec un sauvage fureur contre le titre du nouveau parti trotskyste. Ils ont même placardé de grandes affiches devant leur quartier général, attirant l'attention sur la situation, et faisant ressortir en gros caractères que c'est eux qui sont « le Parti Communiste ». Cette indignation délirante donne indirectement la mesure de l'efficacité du titre de Revolutionary Communist Party. Naturellement, le R.C.P. n'est pas moins empressé d'établir la distinction qui s'impose entre lui et les staliniens, auxquels il se réfère comme au "Parti Communiste de Sa Majesté".

Rendus furieux par l'intensification de la crise intérieure et incapables de maîtriser la rapide succession des grèves sporadiques, la classe dirigeante et ses complices les bureaucrates prennent leur revanche en attaquant sauvagement les vrais révolutionnaires, les trotskystes.

Ceux-ci ne passent pas leur temps à s'excuser à tous propos devant chaque tournant de la politique officielle, ni à trinquer avec les traîtres. Ils vont sonnant le tocsin d'alarme à travers le pays, expliquant aux masses quelle immense duperie la guerre impérialiste est pour elles ; dénonçant la trahison hypocrite des travaillistes, laquais du capitalisme ; dévoilant les multiples méthodes inven-

tées pour tromper les travailleurs et secondant de leur mieux tout effort des masses laborieuses tendant à améliorer leur sort, et à les rendre capables d'accomplir leur mission historique.

Les raisons profondes des attaques dirigées contre le R.C.P. ont déjà été indiquées. Nous allons donc exposer en détail uniquement les causes immédiates de ces attaques et leurs conséquences.

Les raisons de la campagne anti-trotskyste

Les véritables accusations contre les leaders trotskystes, Jock Haston, secrétaire général du R.C.P., Roy Tearse, secrétaire national de la Militant Workers Federation, Ann Keen, secrétaire du secteur nord-est de Londres, et Heaton Lee, sont : violation du *Trades Dispute Act* (de 1926), relativement à la récente grève importante des apprentis mécaniciens en Ecosse (1).

Dans le cas des apprentis, la colère des masses allait croissant contre le décret de Bevin, qui envoyait ces jeunes gens, — dont certains avaient presque terminé leur quatrième année d'apprentissage, ayant ainsi acquis l'habileté nécessaire pour exercer le métier de mécanicien leur vie durant, — dans les mines, où non seulement il n'y avait pas d'avenir pour eux, mais où ils étaient aussi un nouvel obstacle à la lutte des mineurs pour la nationalisation des mines, lutte à laquelle ils sympathisaient.

« Nous refusons de porter la charge imposée à l'industrie par le désir de lucre et l'incapacité des propriétaires des mines. Puisqu'ils sont directement responsables de la crise du charbon, c'est contre eux que la contrainte doit s'exercer », dit le rapport de la Guilde des apprentis, en janvier 1944.

La révolte grondait dans les rangs des apprentis. Ils étaient décidés à ne pas devenir des *Bevin Boys*. Quand l'un d'eux reçut l'ordre de transfert aux mines, la Guilde des apprentis envoya une lettre à Bevin exigeant l'exemption du travail obligatoire dans les mines pour tous les apprentis mécaniciens. Le ministre du Travail se dispensa de répondre. Là-dessus, la Guilde appela ses 5.000 adhérents à se mettre en grève.

(1) L'article du camarade Sturt date du mois d'avril 1944. Les lecteurs de *Quatrième Internationale* savent déjà que les camarades anglais ont été acquittés en appel, en août 1944.

Quelques jours plus tard, plus de 20.000 apprentis, à Glasgow et ailleurs, se joignirent à eux (les différentes trade-unions locales des machinistes se déclarèrent prêtes à les soutenir, et même l'Exécutif de la Trade-Union nationale des mécaniciens déclara sa sympathie pour leur cause, bien que les relations organisationnelles entre cette dernière et la Guilde des mécaniciens fussent tendues).

La grève prit une certaine ampleur et parut bien organisée et coordonnée. Elle provoqua tout particulièrement la panique dans la classe dirigeante, car elle venait d'une nouvelle section encore inconnue de la classe ouvrière.

Le Revolutionary Communist Party appuya cette grève et les justes revendications des apprentis. La Guilde des apprentis est une nouvelle organisation. Elle se développa, en conflit avec la Trade-Union officielle des mécaniciens, qui refusa d'organiser les jeunes ouvriers ou de les prendre sous son aile, les laissant livrés à eux-mêmes.

Ménées par la Scotland Yard, des attaques destinées, entre autres, à lui procurer des "preuves" relatives à la grève des apprentis, furent effectuées contre le R.C.P. Ce procès est le premier à être jugé pour infraction au *Trades Dispute Act* de 1926, et ce fait constitue en lui-même une preuve de l'impopularité de cette loi parmi les masses. De plus, le nouveau décret de Bevin, promulgué et dirigé ouvertement contre les trotskystes, est, si faire se peut, encore plus impopulaire.

La "gauche" du Labour Party, — nos soi-disant amis, — ne considèrent que le groupe « numériquement insignifiant ». Ils traitent les attaques et les arrestations des trotskystes, — contre lesquelles ils protestent, n'en doutons pas, — de blagues. Mais les bureaucrates, les Will Lawthers, les Bevins, l'attention en éveil pour les intérêts des patrons, sont plus circonspects. Ils voient le danger des idées des trotskystes. Ils voient une menace sérieuse dans la perspective d'une rencontre de ces idées avec les grands mouvements de masse des mineurs, des constructeurs de navires, des mécaniciens. Ils sont extrêmement attentifs.

La *Tribune*, du 14 Avril, rapporte :

« M. Lawther, le leader des mineurs, aurait déclaré dans un discours que l'organisation trotskyste devrait être sérieusement prise en considération et que l'amendement de la loi en question (la Loi Bevin) a été effectué sur la demande des leaders des mineurs eux-mêmes. »

Le développement du mouvement trotskyste anglais et l'unification de différents groupes en une seule section centralisée de la IV^e Internationale, sont

des faits que cet ennemi de classe ne peut manquer d'enregistrer. Et cela avec appréhension.

Entre temps, le R.C.P. eut des difficultés pour obtenir l'élargissement sous caution des camarades arrêtés. Il s'est vu refuser des salles de meeting, — ceci principalement grâce à l'intervention des stalinien, — et, à Londres, fut contraint de tenir ses premiers meetings en plein air, à Hyde Park.

Les conséquences immédiates de l'attaque

Cette attaque contre un parti jeune, tout en constituant un danger pour son existence, présente aussi, en guise de compensation, certains autres aspects.

Le nouveau Parti Communiste Révolutionnaire est devenu d'emblée un facteur de première importance de la conscience politique du pays. La presse, la radio sont pleines de nouvelles à son sujet.

Une grande sympathie pour le trotskysme est née parmi les masses des mineurs et des autres ouvriers qui entendaient parler de ce parti pour la première fois, et qui le voyaient s'identifier avec leur propre action. En ce mouvement ouvrier organisé, les travailleurs qui évoluent vers la gauche ont maintenant devant eux un nouveau drapeau comme point de ralliement. Des milliers d'ouvriers communistes, désillusionnés et trahis par le stalinisme, voient l'idéal

communiste qui leur est cher renaître sous une forme nouvelle, éveillant le souvenir d'un glorieux passé.

Dans le « Independent Labour Party » et dans la « gauche » des travaillistes, la base a manifesté sa solidarité immédiate et spontanée envers les trotskystes persécutés. Quant aux dirigeants, forcés aussi de marcher en ce sens, ils ébauchèrent quelques gestes inquiets et essayèrent d'éviter de mentionner le nouveau parti et ses journaux dans leurs propres meetings et dans leur presse.

Un large comité de défense a déjà été organisé avec la participation de l'I.L.P. et de la « gauche » du Labour Party, comprenant ceux qui font déjà partie du Comité national de l'« Anti-Labour Laws Victims Defense Committee ». Sa composition est donc la suivante :

James Maxton, M.P., John McGovern, M.P., Walter Padley et Fenner Brockway, de l'I.L.P. ; Aneurin Bevan, M.P., Rhys Davies, M.P., S. Silverman, M.P., Rev. Sorenson, M.P., W.G. Grove, M.P., du London Workers' Committee ; V. Sastri, de la Federation of Indian Associations ; Ted Grant, du Revolutionary Communist Party ; M. Kavanagh, de la Freedom Press ; G. Pittock-Buss, Bob Turner, Arthur Ballard, D. Beech, D. Ballantine.

L'assaut de la classe dirigeante contre le nouveau parti ne peut manquer de cimenter son union et de faire naître parmi ses membres un sentiment profond de loyalisme envers le Parti, dès le début.

Et, en définitive, tout indique que la fusion est un fait accompli et non pas une décision purement formelle.

Les sentiments des masses pour la paix expriment souvent le commencement d'une protestation, d'une indignation et d'une prise de conscience de la nature réactionnaire de la guerre.

C'est la tâche de tout social-démocrate de profiter de ces sentiments.

Les sociaux-démocrates doivent prendre la part la plus active dans chaque mouvement et dans chaque démonstration faits sur cette base, mais ils ne doivent pas tromper le peuple en affirmant qu'en l'absence d'un mouvement révolutionnaire il est possible d'obtenir une paix sans annexion, sans oppression des nations, sans brigandage et sans revoir surgir de nouvelles guerres entre les gouvernements actuels et entre les classes dominantes.

Une pareille duperie profite seulement à la diplomatie secrète des pays belligérants et à leurs plans contre-révolutionnaires. Ceux qui désirent une paix durable et démocratique doivent être pour la guerre civile contre les gouvernements et la bourgeoisie.

« Le Socialisme et la Guerre ».

LE JAPON DEVANT L'ABÏME

par

LI FU-YEN

Nous regrettons de ne pouvoir publier que la dernière partie de l'étude remarquable que notre camarade Li Fu-Yen a consacrée au développement du capitalisme japonais, à son état actuel et à ses perspectives, parue dans la revue Fourth International, de nos camarades américains.

Dans la partie de l'étude que nous publions aujourd'hui, le camarade Li Fu-Yen décrit les conditions sociales et économiques du prolétariat japonais et tire les conclusions de l'analyse économique et statistique du capitalisme japonais, à laquelle il a consacré le début de son travail.

Nous espérons être bientôt à mesure de publier sa brochure l'ensemble de cette étude importante et tellement actuelle.

LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

La basse productivité de l'agriculture et de l'industrie familiale et artisanale a comme conséquence, étant donné le standard de vie très bas du peuple japonais, que l'excédent de la production sur la consommation est minime. Le standard de vie des paysans maintient très bas le niveau des salaires dans l'industrie. La basse productivité de l'industrie artisanale et les bas salaires des petits commerces maintiennent très bas les salaires des ouvriers des petites usines. Ainsi, sur une large échelle, l'industrie moderne là où elle existe (particulièrement dans le textile) jouit d'un très grand avantage sur celle des autres pays.

L'industrie du coton et de la rayonne japonaise, utilisant la technique la plus moderne, recrute ses ouvriers dans les régions les plus pauvres de la paysannerie ayant un niveau de vie moyen-âgeux. Comme on peut lire dans un journal japonais, *Le Jiji* :

« La population paysanne constitue le réservoir de force de travail industrielle et son grand nombre empêche la montée des salaires. »

Les tisserands et fabricants de textile bénéficient doublement, d'une part, de la productivité très élevée des machines modernes et, d'autre part, du degré d'exploitation maintenu très haut grâce à la pauvreté des couches paysannes. Tant que cette réserve de main-d'œuvre bon marché n'est pas épuisée, et étant donné la situation toujours plus précaire de la petite paysannerie, le capital industriel a intérêt à maintenir

les survivances féodales et les moyens de production primitifs des paysans. Il ne désire pas voir se former une classe de paysans sans terre comme celle qui a fourni la principale main-d'œuvre à la première industrie anglaise, car la petite paysannerie lui assure une main-d'œuvre bien plus maniable et plus sûre. L'industrie, travaillant sur une grande échelle pour l'exportation, n'est pas touchée par l'étroitesse du marché intérieur, conséquence naturelle de l'état arriéré et de la pauvreté de la paysannerie japonaise.

Les capitalistes du textile japonais, représentant la plus grande industrie du pays, ne bénéficient pas seulement de la pauvreté du village, qui leur fournit la main-d'œuvre la moins coûteuse, mais également de la situation moyen-âgeuse des femmes, qui les rend dociles et sans défense. La tradition et les lois sociales maintiennent la femme dans l'infériorité et non loin de l'esclavage.

La femme japonaise n'a pas de personnalité légale ni aucun droit social ou politique. Elle peut être vendue à une usine ou une maison de prostitution par contrat légal signé par son père ou son mari ou tout autre tuteur masculin, et son mari peut divorcer à son gré. La femme mariée n'a aucun droit de propriété ni aucun droit sur ses enfants. La loi interdit aux femmes d'être membre d'un parti politique et la coutume leur interdit d'accompagner leur mari dans des lieux de plaisir, de danser (à moins qu'elles ne soient payées pour cela ou taxi-girls) ou d'avoir toute autre relation sociale avec l'autre sexe. Le niveau de vie moyen-âgeux, le manque de tout droit social, l'état d'esclavage font que les femmes sont exposées sans défense à la brutalité des formes les plus primitives de l'exploitation capitaliste. Elles n'ont pas les droits politiques et sociaux des hommes (quelque limités que ceux-ci puissent être), mais elles doivent gagner leur vie, côte à côte avec eux dans les bureaux, dans les usines et aux champs.

Durant la féodalité, les filles ne pouvaient être vendues qu'aux maisons de prostitution ou comme geishas, et l'excédent d'enfants de sexe féminin était souvent liquidé par infanticide. Avec le développement des filatures de soie et de coton, les filles devinrent un bon placement pour les parents. Les maisons de prostitution achètent les filles directement, payant comptant, tandis que les filatures font un contrat pour 1 an, renouvelable chaque année si leur travail est satisfaisant et leur santé bonne. Dans les grandes usines, la durée du contrat est habituellement de 3 ans, mais l'acompte payé d'avance est minime. Ces dernières années, il n'était même pas nécessaire aux chefs d'entreprises d'embaucher des agents recruteurs ; la détresse des paysans et leur endettement ayant pris des proportions si épouvantables qu'on pouvait compter sur le chef du village ou l'usurier pour obliger les paysans à vendre leur fille à l'industrie afin d'obtenir l'argent nécessaire pour le loyer et les intérêts.

Les filles et leurs parents préfèrent l'industrie plutôt que les maisons de prostitution, car le travail dans l'industrie n'est qu'un louage temporaire alors que la maison de prostitution représente l'esclavage pour la vie, étant donné que le remboursement de l'avance n'est jamais possible. N'empêche que dans certaines régions éloignées des centres industriels, comme Aomori ou d'autres préfectures du nord, il n'est pas toujours possible de faire un contrat avec des usines. Celles-ci obtiennent facilement leur main-d'œuvre dans la région proche, sans avoir besoin de payer un long voyage ; donc, dans ces régions, un plus grand pourcentage de filles vont aux maisons de prostitution.

Les filles n'ont aucune part dans le choix de la maison de prostitution ou de l'usine. Le père ou le chef de famille masculin signe le contrat avec l'agent recruteur, signifiant que sa fille travaillera pour une période déterminée, et une partie ou le total du salaire annuel lui est payé d'avance. Lorsque l'acompte est petit, il est stipulé qu'une partie du salaire mensuel de la fille sera envoyé à ses parents. Dans le cas des maisons de prostitution, une bien plus grande somme est versée au père et la fille ne peut quitter son "emploi" avant qu'elle ait entièrement gagné ce compte par son "travail". En plus, comme elle doit payer les dépenses de robes très chères et que chaque jour de maladie doit être déduit, il est très rare qu'elle arrive à rembourser l'avance par son travail. Le commandant Jamamura, de l'Armée du Salut japonaise, a fait une enquête sur ce genre d'esclavage et a prouvé que sauf dans les cas où les filles arrivent à rembourser l'avance dans les deux ou trois premières années il leur faudrait 180 années pour obtenir leur liberté !

Si la fille s'enfuit de la maison de prostitution ou de l'usine, les biens de son père ou de son tuteur sont saisis, de sorte qu'elle n'ose pas rentrer à la maison, même si elle peut s'enfuir, car elle sait que son père ou ses créanciers la renverront à son travail. En tout cas, il est très difficile de s'échapper car les gardiens de l'usine ou les filices la rendront à ses "propriétaires". De plus, elle n'a pas d'argent ; son salaire est gardé par l'usine et, après déduction de ses frais de nourriture et de logement, envoyé à son père. Elle ne pourrait même pas payer son voyage de retour. Les filles qui arrivent à s'échapper n'ont plus qu'à trouver du travail dans une autre usine où les conditions peuvent être encore pires, devenir serveuses de café ou prostituées sans carte. Une enquête de la police de Tokio a révélé que 70% des filles sans carte étaient d'anciennes ouvrières d'usine.

Les paysans qui réduisent leurs filles à ce genre d'esclavage y sont souvent poussés par la plus dure nécessité. Mais, même si cela était considéré plus naturel que les hommes de la famille la quittent en temps d'extrême détresse pour chercher un emploi industriel, il n'y a pas d'embauche pour eux car on préfère les jeunes filles. Pour les hommes, il n'y a que le travail comme "coolie", débardeur ou du travail intermittent. Mais il ne saurait sembler naturel que les hommes fassent quelque sacrifice que ce soit. Toutes les tradi-

tions japonaises affirment que c'est à la femme de se sacrifier. Le système familial, l'idéologie patriarcale qui ont survécu malgré le déclin des formes économiques féodales, placent les femmes à un niveau inférieur à celui des hommes et les traitent comme des esclaves qui devraient s'estimer heureuses de sacrifier leur vie ou leurs libertés pour leurs maîtres, leurs pères ou leurs maris.

Ce n'est pas toujours la famine ou la pauvreté qui poussent le paysan à vendre sa fille à l'usine ou à la maison de prostitution. Le pouvoir du chef de famille est tellement indiscutable et admis par tous que les paysans vendent leurs enfants souvent pour acquérir un capital afin d'améliorer leur situation, ou tout simplement pour faire la fête. Un paysan peut vendre sa fille à une maison de prostitution ou la louer à une filature ou usine, prenant tout son salaire d'une ou deux années d'avance, afin d'acquiescer plus de terre ou d'acheter un ou deux métiers et installer une petite manufacture de village, en un mot pour avoir un capital et devenir un petit capitaliste. Mais même quand un homme a acquis de cette manière, par la plus cruelle exploitation de ses propres enfants, des moyens de production bien à lui, sous forme de quelques métiers et peut-être d'un petit moteur, il n'en reste pas moins, en quelque sorte, l'agent du capitaliste qui le fournit en fil et qui lui achète le travail fini.

Le manufacturier-négociant préfère donner du travail à l'extérieur, dans de petites entreprises villageoises, plutôt que d'avoir ses ouvriers et de les faire travailler dans son atelier. Ceci est une preuve de la façon dont les gros industriels et commerçants profitent de la pauvreté des paysans et de la subordination des femmes. Le paysan est obligé de travailler, lui, sa femme et ses enfants, ainsi que des journaliers, 14, 15 et 16 heures par jour afin de pouvoir devenir un petit capitaliste, ou d'empêcher que sa terre soit hypothéquée, ou encore pour qu'elle ne soit pas saisie par ses créanciers. Tandis que le gros manufacturier-négociant qui profite de lui ne pourrait jamais faire travailler sous de telles conditions dans son usine. La loi empêcherait une telle exploitation et, tôt ou tard, les ouvriers d'une usine arrivent toujours à améliorer leur sort. Voilà le secret de la survivance et de l'extension de l'industrie familiale au Japon.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Quelles sont les conditions de travail dans les grandes industries textiles ? Les filles sont laissées sans argent. Tout ce qui reste de leur paie, après déduction de la nourriture, des assurances et de très peu d'argent de poche, est gardé pour elles par le manager et leur est remis seulement après complète expiration du contrat. Nombreuses sont les filles qui ont à peine 14 ans. La plupart ont de 15 à 16 ans. Amenées de la campagne, n'ayant aucune connaissance des lois pouvant les protéger, elles sont sans défense vis-à-vis de leur employeur. Elles ne réalisent même pas que leur contrat n'est pas tout à fait légal. Mais même si elles le savaient, la loi n'est pas toujours appliquée par les autorités. La police soutient les employeurs et laisse la loi de côté en capturant et rendant à leurs propriétaires les filles qui s'enfuitent des maisons de prostitution ou des usines. Cependant, si une fugitive tenait tête et n'était pas kidnappée par des "soshis" (brutes louées), elle pourrait garder sa liberté. Mais même dans ce cas elle n'oserait pas retourner chez elle, même ayant l'argent du voyage, car elle sait que son père la renverrait au travail, ou bien parce qu'ayant déjà touché son salaire d'avance sa petite propriété serait saisie, ou bien parce que sans le petit complément de son salaire mensuel, le reste de sa famille mourrait de faim.

Quant aux conditions de travail dans les grandes usines, on a peu entendu parler, ces dernières années, de filles qui tentent de s'échapper. Les conditions économiques suffisent à les retenir au travail, ces conditions étant un peu meilleures que dans les petites fabriques. Ces ouvrières, ayant réalisé qu'elles sont obligées de rester à l'usine au moins pour quelques années de leur vie, se sont unies pour améliorer leurs conditions de travail. Cependant, de telles tentatives ont été rendues très difficiles, d'une part, par la mentalité de ces filles et, d'autre part, par le système de vie à l'intérieur de l'usine. Il faut un certain temps à ces filles pour se libérer de l'idée d'infériorité et de soumission à l'autorité, qui leur ont été inculquées dès le berceau.

Et quand vient le temps où les conditions de leur nouvelle vie et les conceptions de solidarité entre travailleurs, qui leur ont été enseignés par les ouvriers dans l'usine, les ont préparés à se débarrasser des idées arriérées de leur village et à militer pour leurs intérêts communs avec d'autres travailleurs, leur contrat est fini ou leur santé ruinée, et c'est le tour d'un nouveau troupeau d'esclaves de prendre leur place dans l'usine.

Des grèves éclatent quelquefois au Japon, mais alors les employeurs enferment simplement les filles dans les dortoirs, les séparant ainsi des hommes et rendent toute communication impossible. Malgré toutes les difficultés, des grèves ont éclaté chez les hommes et les filles s'y sont jointes. Les managers craignent les hommes car ce sont eux qui encouragent les filles à se révolter et qui commencent les grèves. Pour cela, on n'embauche pas d'hommes ; dans l'industrie textile, il y a seulement un faible pourcentage d'ouvriers. La vie « idéale » des travailleurs au Japon, car c'est ainsi qu'elle est représentée par les apologistes du système, est en réalité tout le contraire, comme nous l'avons déjà vu.

La nourriture ne vaut que la moitié du prix demandé ; les dortoirs sont surpeuplés et à peine chauffés. Les repas : un peu de riz et quelques légumes, un peu de poisson trois fois par semaine et très rarement un peu de viande.

La soi-disant culture donnée par les employeurs dans les usines a comme but, ou bien d'augmenter la capacité professionnelle des ouvrières ou de les maintenir dans un état de parfaite docilité. A celles qui savent à peine lire et écrire, on enseigne juste ce qu'il faut pour qu'elles puissent comprendre les instructions pour le travail. On leur apprend aussi à "arranger les fleurs" et à "servir le thé". Ce sont là des arts enseigner aux filles de la bourgeoisie. En en faisant bénéficier de simples ouvrières, on cherche, d'une part, à leur donner l'espoir d'un beau mariage et, d'autre part, à maintenir leur docilité féminine. Il en est de même pour les classes de « morale » qui existent dans toutes les grandes fabriques. On entend par « morale » les règles de la bonne conduite : obéissance et loyauté envers les parents, les employeurs et l'Empereur ; travail dur, douceur et soumission. Ce sont là les suprêmes vertus de la femme !

Quels sont les salaires ? En 1934, les salaires, déjà bas, sont descendus au-dessous de 70 sens par jour. Depuis, le gouvernement a dissout tous les syndicats et à présent les salaires, même s'ils ne sont pas descendus plus bas, n'ont guère monté. Les ouvriers américains ont découvert que les salaires ne montent guère avec le prix de la vie. Mais comparés avec les ouvriers américains, les ouvriers japonais sont sans défense vis-à-vis de leurs employeurs. Leurs syndicats ont été dissous, leurs leaders, emprisonnés ou tués. Le résultat en est que la différence entre les salaires et les prix a augmenté beaucoup plus qu'aux Etats-Unis. Que valent 70 sens par rapport aux conditions de travail américain ? Cela vaut un salaire un peu inférieur à 20 cents pour 8*1/2 de travail intensif. Quelques salaires sont un peu plus hauts, d'autres, un peu plus bas. Seule l'industrie lourde, dont la production at-

gnit des chiffres record après l'invasion de la Mandchourie, en 1931, et où une pénurie aiguë de main-d'œuvre qualifiée se fit sentir, bénéficie de salaires plus élevés. Ainsi, les forgerons, en 1934, conformément aux données de la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Tokio, gagnaient 1\$25 par jour et les fondeurs, un peu moins, tandis que les tourneurs arrivaient à 1\$50. Comparés aux Etats-Unis ou à l'Angleterre, ces salaires sont terriblement bas. Mais ils restent très haut en comparaison non seulement avec ceux des femmes des industries textiles, mais aussi avec ceux des hommes dans toutes les autres industries. Les salaires des mécaniciens, au Japon, en 1941, étaient environ trois fois plus élevés que ceux des potiers ou des charpentiers ou des ouvriers de l'industrie chimique et environ sept fois plus élevés que ceux des tisserands, dans les filatures de coton. En comparant ces salaires avec leurs équivalents en Amérique ou en Angleterre, on ne doit pas se laisser bernier par les arguments des exploiters japonais qui prétendent que bien qu'assez bas ils sont suffisants pour assurer le confort des ouvriers.

La vie n'a jamais été bon marché au Japon, sauf pour les touristes, qui profitent du change. Le riz, par exemple, y est plus cher au détail qu'à Londres. Les tissus de coton sont à peine meilleur marché et les loyers sont très chers en raison du taux élevé des intérêts et des gros profits réalisés par les propriétaires, qui, normalement, parviennent à couvrir le prix de revient d'un immeuble en 7 ou 8 ans. Dans les quartiers pauvres de Kobé et d'Osaka, les ouvriers vivent dans de minuscules chambres surpeuplées. Dans certains cas, le plancher, trop exigü, ne suffit pas pour que toute la famille soit couchée et dorme en même temps. Il y est impossible de faire la cuisine et on la fait sur de petits réchauds à charbon à l'extérieur. En général, l'argument que les Japonais préfèrent leur vie traditionnelle dans des maisons en papier, sans meubles ni chauffage, et que leurs salaires sont suffisants pour leur train de vie ne supporte pas l'examen. Les riches profitent bien des maisons en pierre avec chauffage central et nourriture européenne. Pendant les années de la baisse du change, de la montée des prix et de l'expansion sans précédent des exportations, les salaires ont baissé et la vie des ouvriers est devenue encore pire. Cela n'était rendu possible qu'à cause de la détresse du village, réservoir inépuisable de main-d'œuvre, et du manque de résistance organisée de cette dernière. Comme dit l'économiste bourgeois Kamekishi Takahashi : « Le standard des salaires au Japon est basé sur les gains des paysans. » Il a calculé que les salaires de deux femmes dans les filatures de coton étaient équivalents au revenu d'une famille agricole de trois personnes adultes.

Il n'y a pas d'autre grand pays capitaliste avec des conditions économiques aussi primitives et une exploitation aussi étonnante que le Japon. Il n'y a nulle part un pays aussi écrasé par le poids de son passé, un pays avec une telle détresse d'une part et une telle richesse d'autre part, un pays dans lequel les antagonismes de classes ont accumulé une telle tension sociale que le point d'éclatement est toujours proche.

Nous avons vu les raisons des conditions de vie au Japon, mais il faut en chercher l'explication profonde dans la particularité de son développement. Alors que dans l'Occident la classe capitaliste s'est formée en tant que classe indépendante, avec des intérêts à part et même antagonistes avec ceux de la noblesse, au Japon, la classe capitaliste représente une excroissance organique de la féodalité. En Occident, la bourgeoisie établit son pouvoir et libère les forces productives des entraves de la féodalité par la guerre civile et des révolutions violentes contre les défenseurs de la vieille société, balayant au cours de ce processus tous les débris accumulés qui étaient un obstacle au progrès de la société vers un niveau de vie nouveau et plus élevé sous un système de relations capitalistes. Au contraire, les marchands capitalistes japonais, embryons de la bourgeoisie moderne, s'allient à l'an-

cienne féodalité et préservèrent tout ce qu'ils purent des institutions et coutumes féodales pouvant s'adapter à l'exploitation capitaliste. Cela met sur le tapis une autre question : quelle est la cause de cet état de choses ? C'est que le développement du capitalisme au Japon, contrairement à celui des pays d'Occident, se produisit non pas à la suite de l'accumulation au sein de l'ancienne société féodale de facteurs économiques et sociaux qui exigeaient d'une façon impérative une rupture nette avec l'ancien système, mais par peur de la conquête et de la domination étrangères.

Ainsi, la "nouvelle" classe dominante, venue au pouvoir avec la restauration de 1868, s'est embarquée sur des conquêtes impérialistes sans posséder les ressources économiques suffisantes. L'économie capitaliste, dès sa naissance, était déjà accablée par de lourds besoins militaires.

Jusqu'en 1868, le Japon était un ensemble de principautés ou de fiefs, — 260, pour être précis, — soumis au *Shogun* (exactement le commandant en chef héréditaire des armées). Les *daïmios* ou nobles étaient ses vassaux, et les *samourais* les soldats des *daïmios*. Pendant la dernière période de la féodalité, l'Empereur vivait en exil à Kyoto, et souvent très pauvrement. La maison royale a été rétablie à la restauration de 1868 par la nouvelle combinaison gouvernementale d'éléments de l'aristocratie féodale et de commerçants. Ce qui nous intéresse, ce sont les raisons qui empêchèrent le développement des nouvelles forces productives, qui ont rendu la bourgeoisie d'Occident une classe capitaliste indépendante, assez puissante pour prendre le pouvoir, contrairement à la très faible bourgeoisie du Japon.

Les derniers des shoguns de la lignée de Tokugawa étaient hostiles aux idées nouvelles venant de l'étranger. Ils expulsèrent donc les étrangers, même les missionnaires, et interdirent tout commerce extérieur sous peine de mort, ainsi qu'ils interdirent tout commerce intérieur en prohibant la construction de routes et de ponts. Même sur les rares routes qui existaient, comme celles menant de Jedo (nouveau Tokio) à Kyoto, l'usage des ponts était interdit et il fallait passer les rivières en bac.

La raison de cette politique intérieure était la peur des shoguns devant une révolte probable des *daïmios*. Cette politique présente un contraste frappant avec

celle des monarches anglais, qui développèrent les « routes royales » comme un moyen de faire échec aux seigneurs féodaux et qui contribuèrent matériellement au développement du commerce en Angleterre.

La période durant laquelle le Japon était pratiquement coupé du monde extérieur, nommée le « Tokugawa Seclusion », dura de 1641 à 1853. Elle se termina lorsque le Commodore Perry, sous les ordres du Président des Etats-Unis Fillmore, arriva à Jedo Bay avec une escadre navale, afin d'exiger l'ouverture et la sécurité de certains ports japonais pour la marine américaine.

Pendant cette période de séquestration, la société japonaise était en stagnation. Une classe de commerçants s'était formée, mais l'isolement forcé du pays les empêcha de profiter de leurs biens en travaillant avec l'étranger. En même temps, le maintien rigide de l'esclavage dans les villages, joint à la division artificielle du pays et à d'autres obstacles au libre échange des marchandises, les empêchèrent d'employer leurs fortunes au développement de l'industrie et du commerce intérieur. Le capital accumulé par le commerce était placé en propriétés foncières, sous forme de prêts usuriers et d'hypothèques.

L'ALLIANCE DES FÉODAUX ET DES CAPITALISTES

Finalement, les marchands s'unirent avec le clan anti-Tokugawa, — des Satsuma, des Choshu, des Hizen et des Tosa, — et avec les hordes de mécontents Samouraï et *Ronin* (samouraï sans seigneur) pour renverser les partisans des shoguns et unifier le pays sous l'Empereur. Il est intéressant de noter que cette guerre civile était surtout financée par les marchands. C'étaient principalement les marchands d'Osaka, le nouveau centre commercial le plus important du pays, qui financèrent cette "révolution". Cette étrange alliance des féodaux et des capitalistes a persisté jusqu'à aujourd'hui, car après la Restauration, les marchands ne tentèrent pas de se dissocier de leurs alliés, mais au contraire se mêlèrent à eux.

Les raisons de cette évolution sont multiples. D'une part, les intérêts des marchands étaient trop étroitement liés à ceux de la classe dirigeante féodale. Il n'y avait pas de classes moyennes indépendantes, et ainsi l'aristocratie pouvait garder le contrôle politique même après la Restauration et éventuellement transformer une partie d'elle-même en industriels et en banquiers. D'autre part, le danger des invasions étrangères, la peur que le Japon ne devienne une colonie des puissances occidentales (celles-ci avaient déjà obligé le Japon à octroyer à leurs nationaux des privilèges extra-territoriaux, comme en Chine) obligèrent le pays à s'engager dans la voie du militarisme, et par là renforcèrent la caste militaire provenant de la noblesse féodale.

Après la Restauration, ce fut le nouvel Etat national, dirigé par les samourais et dans l'intérêt des clans victorieux, qui entreprit le financement du développement industriel, et l'aristocratie féodale, en partie liée aux marchands et aux usuriers, devint la nouvelle classe dominante des banquiers, des industriels et des bureaucrates, alliée aux propriétaires fonciers.

Sans entrer dans de plus amples détails, on peut dire que la transformation d'une section de l'aristocratie féodale en une classe capitaliste dans l'espace d'une génération et l'emploi du pouvoir de l'Etat, — qui resta entre les mains du groupe victorieux de l'aristocratie, c'est-à-dire des samourais de Satsuma et de Choshu, —

à des fins d'un développement industriel au bénéfice d'un petit groupe se composant d'elle-même et de ceux des marchands qui s'étaient alliés aux clans, explique dans une large mesure la disproportion de l'économie nationale du Japon actuel et les multiples survivances féodales.

En même temps, comme la transformation du Japon en un Etat moderne fut le résultat de la peur de l'invasion étrangère (les puissances occidentales étaient déjà, en ce temps là, en train de se partager la Chine) et comme les samourais étaient étroitement liés à l'armée et à la marine, l'Etat seconda le développement industriel avec toujours comme premier objectif la satisfaction des besoins militaires.

En un mot, étant donné que la transformation du Japon en un pays industriel moderne fut le résultat d'un stimulant extérieur et non pas d'un développement naturel au cours de plusieurs générations, et étant donné que le développement du pays avait été auparavant entravé artificiellement, une rupture brusque avec le passé était impossible. La féodalité était demeurée à peu près intacte, empoisonnant et entravant le développement futur du Japon.

Au temps de la Restauration, ainsi que nous l'avons déjà montré, la bourgeoisie embryonnaire était trop faible pour établir sans partage sa propre domination et pour débarrasser la société de tous les débris féodaux. Aujourd'hui qu'elle est parvenue à sa pleine maturité, elle ne peut plus le faire sans se détruire elle-même. Ainsi, la tâche de nettoyer la société japonaise incombe à une autre classe, la classe ouvrière alliée aux éléments exploités du village. En réalité, la structure économique et sociale tout entière se trouve dans un tel état de décadence et de pourriture que les masses japonaises ne peuvent survivre que si elles se dressent et détruisent le présent ordre de choses. La révolution prolétarienne, en nettoyant le pays des derniers vestiges de la féodalité et en accomplissant ainsi une tâche historique que la bourgeoisie a été incapable d'accomplir, sera obligée de renverser et d'exproprier celle-ci et de procéder à la reconstruction de la société sur des bases socialistes. Ainsi les tâches "démocratiques" de la révolution japonaise sont liées aux tâches socialistes du prolétariat, comme cela s'est passé en Russie. Telle est la voie future du Japon.

Reste une dernière question à examiner brièvement : la classe dirigeante, pendant les quelques années de préparations militaires intensives qui conduisirent à l'éclatement de la guerre dans le Pacifique, a-t-elle réussi à altérer tellement la structure économique du Japon et le système de relations sociales qui l'accompagne de façon à ce qu'une modification qualitative se produise, annulant l'analyse que nous venons de faire ? Reste-t-il oui ou non vrai que le Japon est le chaînon le plus faible de la chaîne impérialiste ?

Sous la forte impression du coup de masse frappé par le Japon à Pearl Harbor et de la facilité relative qu'ont eu ses forces armées à conquérir Hong-Kong, Malaya, Burma, les Indes Néerlandaises et les Philippines, les journalistes bourgeois, en chœur, se livrèrent à l'auto-critique de leurs vues antérieures, répétant à qui mieux mieux : « Nous avons sous-estimé la force du Japon ».

Et, avec la hâte intempestive qui le caractérise en pareil cas, le « Workers Party » (1) se joignit aux autres. Une fièvre de révisionnisme semble consumer les théoriciens de ce camp. Ainsi, lors de l'invasion de la Finlande, de la Pologne et des Pays Baltes par l'Armée Rouge, ils abandonnèrent la définition marxiste de l'Union Soviétique en tant qu'« Etat ouvrier dégénéré », découvrant qu'elle n'était, après tout, qu'un « Etat bureaucratique collectiviste ». Puis, leur délire allant croissant, ils abandonnèrent la lutte de la Chine

contre l'impérialisme japonais, découvrant qu'elle avait cessé d'être progressive. Puis ils décrétèrent que nous avions sous-estimé la force de l'impérialisme japonais, du point de vue économique et militaire (2). La pénétrante estimation faite par Trotsky de l'impérialisme japonais était ainsi jetée au panier. L'analyse scientifique perdait soudain tout son sens sous l'éclat aveuglant des premières victoires militaires japonaises.

Si ces analystes faibles d'esprit avaient été des politiciens au temps de Lénine, ils eussent été probablement impressionnés par "le rouleau à vapeur russe" et auraient accusé Lénine de sous-estimer le tzarisme.

Des appréciations de ce genre, tirées d'événements conjoncturels ou épisodiques, ne sauraient se substituer, en politique révolutionnaire, à l'analyse scientifique des faits. Ceux qui suivent cette voie prennent l'accident et l'incident pour l'essence principale et se perdent éventuellement dans un labyrinthe de détails. La prudence en matière d'analyse ne fut pas partie du caractère des révisionnistes petits-bourgeois. L'évidence même de la grande et fondamentale faiblesse du Japon aurait dû leur donner à réfléchir. Mais pas du tout : « Le Japon a gagné quelques victoires, le Japon ne pouvait être aussi faible que nous le pensions. Nous devons réviser notre estimation. » C'est précisément ici que les révisionnistes montrent toute la distance qui les sépare du marxisme. L'essence même de la méthode marxiste consiste à partir d'une analyse fondamentale économique et sociologique dans laquelle les phénomènes secondaires trouvent leur place naturelle.

Les révisionnistes abandonnèrent cette méthode et substituèrent à elle leur propre impressionnisme petit-bourgeois. Ils comprenaient, bien entendu, que seules les victoires japonaises ne pouvaient fournir pour une révision une base adéquate.

Mais après quelques tâtonnements, les théoriciens de la *New International* découvrirent que les marxistes avaient ignoré certaines modifications industrielles et politiques importantes qui avaient eu lieu au Japon, modifications qui « avaient continué à se produire grosso modo depuis la dernière guerre ». En quoi ces changements consistaient-ils ? Selon nos théoriciens, a eu lieu une modification économique « transformant l'agriculture et l'industrie légère de biens de consommation en industrie lourde », et sur le plan politique « les sociétés secrètes et les castes militaires, qui maintenaient dominant d'une façon absolue la vie du pays, auraient réussi à canaliser et à concentrer les énergies nationales en vue de leurs sinistres projets ». Avec un manque tout à fait caractéristique de précision, l'auteur a évité d'indiquer le poids véritable des changements industriels qui ont eu lieu selon lui. Et au moins quelques-uns de ses lecteurs ont dû se froter les yeux en lisant que la bourgeoisie impérialiste avait perdu son pouvoir au Japon et avait été remplacée par des « sociétés secrètes et des castes militaires ».

Notre analyse de l'économie japonaise réfute l'assertion que, soit au début de la dernière guerre, soit plus tard, ont eu lieu des changements qualitatifs de sa structure. Les rapports entre l'agriculture et l'industrie, entre l'industrie sur une petite échelle et celle sur une large échelle, entre l'industrie lourde et l'industrie légère sont restés presque constants. Rien absolument n'indique que même pendant les dernières années qui précéderent la guerre dans le Pacifique il y ait eu quelque chose qui ressemble, ne fusse que de loin, à une altération radicale sur l'un de ces plans. Et si la bourgeoisie japonaise, pendant les années de paix relative, ne pouvait pas effectuer un changement de ce genre, il est tout à fait certain que pendant les deux

(2) Voir l'article sous le titre de « Guerre dans l'Extrême-Pacifique », de Henry Judd. *New International*, Mai 1942.

(1) L'organisation scissionniste de Echachtmann.

dernières années sous le poids d'une guerre contre des antagonistes puissants, celui-ci n'a certainement pas eu lieu.

Les survivances féodales subsistent indubitablement dans toute leur force, et avec elles, l'état économique et social arriéré. On ne saurait nier que de grands efforts ont été faits en vue d'acquiescer une industrie lourde et qu'il y a eu un léger déplacement en ce sens de l'industrie légère. Mais les résultats de ces efforts ont été pitoyablement restreints et les proportions fondamentales de l'économie, — ou plutôt ses disproportions, — subsistent. Sur le plan social, le léger changement effectué n'a amené qu'une recrudescence des rudes conditions de vie des masses, en raison de l'augmentation de la pénurie des biens de consommation, déterminant une acuité accrue de la tension sociale.

Par leurs conquêtes territoriales initiales, les impérialistes japonais se procurèrent des matières premières diverses, vers lesquelles auparavant ils avaient à peine accès, mais cet avantage a été contrebalancé par la perte d'importants marchés d'exportation et d'importation. En ce qui concerne son colon brut, le Japon doit maintenant se contenter de la maigre récolte chinoise et des stocks qu'il a pu accumuler avant la guerre. Il n'est pas un seul pays où il puisse se procurer du blé, — qu'il importait auparavant d'Australie, — à l'exception, peut-être, de la Russie Soviétique. Et il ne peut pas non plus remplacer la laine australienne. A Malaya, il a pu prendre un peu de fer et de charbon, mais en petite quantité qui est loin de compenser la perte du fer américain (le fer des Philippines était vendu au Japon déjà avant la guerre). Il ne saurait y avoir de compensation pour la perte de l'acier travaillé et des machines que le Japon importait d'Amérique. Quand son équipement d'avant-guerre sera épuisé ou usé, sa propre industrie lourde, tout à fait insuffisante, sera loin de pouvoir satisfaire tous ses besoins. Le Japon a perdu ses avantages marchés pour sa soie, et on peut imaginer les désastreux effets de cette perte sur la population rurale. Un abondant approvisionnement en pétrole et en caoutchouc a été acquis par le Japon par la conquête de Burma, des Indes Néerlandaises et de Malaya. Mais à quoi sert une telle abondance à un pays dont l'industrie automobile est si peu développée ?

En tous cas, on ne doit pas perdre de vue que les avantages que l'accès à d'abondantes sources de matières premières précieuses ont procuré au Japon sont temporaires et dépendent de communications maritimes adéquates et bien protégées entre les territoires occupés et ce pays. Pendant un certain temps, toutes les voies de mer vitales pour le Japon ont été harcelées par les sous-marins américains. Dès qu'un cercle d'acier sera forgé autour du Japon, rendant le blocus intégral, tous ces avantages vont disparaître.

Le Japon reste faible et vulnérable et, pour la première fois dans son histoire, a engagé la lutte contre des ennemis plus puissants que lui. Au début de sa carrière moderne, il a pu, sans trop de difficultés, vaincre la Chine arriérée dans la guerre de 1894-95 et s'emparer de Formose et de la Corée. Dix ans plus tard, bien qu'arriéré lui-même, il attaqua un pays qui était plus encore et arracha au tsarisme "les droits et les intérêts" de la Russie en Mandchourie. Pendant la guerre de 1914-18, ne se sentant pas très sûr de lui-même dans cette lutte contre des rivaux puissants, l'impérialisme japonais joua un rôle secondaire, se contentant de s'emparer des possessions allemandes en Extrême-Orient.

En 1931-32, les armées japonaises eurent facilement raison en Mandchourie des soldats démoralisés et mal équipés du faible et corrompu Chang-Hsueh-Liang. Pendant la seconde guerre qu'il entreprit contre la Chine, en 1937, le Japon rencontra de sérieuses difficultés, mais réussit cependant à réaliser ses projets contre le régime réactionnaire de Chang-Kai-Chek. Mais aujourd'hui la situation est très différente. Les impé-

rialismes américain et anglais ne ressemblent en rien à la Russie tsariste ou à la Chine arriérée. Dans les campagnes militaires du passé, la faiblesse du Japon était plus que contre-balancée par la faiblesse de ses adversaires. Maintenant c'est l'inverse.

Les campagnes qui se terminèrent par la mainmise sur les colonies anglaises, hollandaises et américaines dans le Pacifique ne constituent pas un indice véritable de la relation de forces entre le Japon et ses adversaires. Sans que ceux-ci se soient unis contre lui, ils obligèrent cependant les impérialistes japonais à employer toutes leurs forces, à soumettre tout leur système à une haute tension, découvrant ainsi ses points faibles. Dans toutes ces campagnes, cependant, le Japon eut le grand avantage de la surprise, de l'initiative et de la proximité relative de ses champs d'action. Il mit à profit, également, la haine des populations indigènes contre leurs maîtres blancs impérialistes.

Ainsi les premières conquêtes faciles du Japon ne sont pas davantage une preuve de la puissance de l'impérialisme japonais que les premières victoires des armées russes sur le front austro-hongrois, pendant la première guerre mondiale, n'étaient une preuve de la puissance du tsarisme.

L'assertion de Trotsky que l'impérialisme japonais est atteint des maladies les plus graves, n'implique en aucune façon qu'il soit tout à fait sans force et qu'il ne soit capable de gagner des batailles. Et, cependant, c'est ce que semblent croire les révisionnistes petits-bourgeois. Le gros des forces des adversaires impérialistes dans le Pacifique n'a pas encore pris part au combat. Les batailles qui ont lieu actuellement, sont des escarmouches de prise de positions (1). Quand viendra le jour où le Japon sera obligé de jeter toutes les forces qu'il possède dans la bataille et de défendre son propre territoire contre le blocus et les attaques directes, les déshérités infirmités de la société japonaise deviendront sensibles. Plus cette bataille décisive est ajournée, et plus grande sera la violence avec laquelle ces faiblesses se manifesteront dans le combat, car l'impérialisme japonais vit maintenant artificiellement en entamant profondément ses maigres réserves. De larges brèches vont s'ouvrir dans la structure sociale du Japon. La défaite militaire et la révolution suivront.

L'ANALYSE DE TROTSKY RESTE VALABLE

« Le Japon est économiquement plus faible que la Russie ou l'Amérique » écrivait déjà Trotsky, en 1933. Ceci, l'analyse que nous venons de faire l'a prouvé en tous points.

« L'industrie japonaise est incapable d'assurer des armes et un équipement militaire approprié à une armée de plusieurs millions d'hommes, pour une guerre de plusieurs années, déclarait-il ». Trotsky, de toute évidence, n'entendait pas par là une guerre du type de celle que le Japon entreprit plus tard contre la Chine, au cours de laquelle il ne se trouva jamais dans la nécessité de mobiliser l'ensemble de ses forces. Il entendait le type de guerre totale que le Japon va être, dans le plus proche avenir, contraint de mener contre les impérialismes anglais et américain réunis, chacun desquels est en soi économiquement supérieur au Japon et qui ensemble forment une coalition dont le Japon n'est pas prêt d'égaliser la

(1) L'article fut publié en avril 1944.

puissance. Notre analyse de la structure et des faiblesses de l'économie japonaise confirme amplement l'assertion de Trotsky.

« Le système financier du Japon ne peut supporter le fardeau des armements militaires, même en temps de paix », avait dit Trotsky. Si cela a eu lieu, cependant, ce fut au prix d'une inflation terrible et d'une misère encore plus grande, d'une dislocation de l'économie, d'un arrêt virtuel de tout développement national, accompagnés d'un danger de révolution sociale plus imminent aujourd'hui qu'il ne l'a jamais été.

« Le soldat japonais, dans l'ensemble, n'est pas capable d'utiliser avec efficacité la nouvelle technique et de s'adapter à la nouvelle tactique de la guerre », écrivait Trotsky.

Examinons le cas : quelles peuvent être les capacités techniques des soldats japonais qui, dans l'ensemble, proviennent d'un pays où prédomine l'agriculture primitive, et où une grande partie de l'industrie est représentée par de petites fabriques et des ateliers familiaux dans lesquels même un petit moteur est une rareté, et les outils mécaniques aussi ; un pays qui ne possède qu'une automobile sur 800 habitants ; un pays où, en général, l'usage des inventions mécaniques, qui auraient pu créer quelques aptitudes chez des millions de gens pour la manipulation des instruments compliqués de la guerre moderne n'est pas encore répandu. Et que dire de l'état physique du soldat, factuellement nullement négligeable quand il s'agit d'estimer la force de résistance du combattant japonais. Des décades de privations ont complètement débilité le peuple japonais.

Dans son livre *Le Japon défie le monde*, publié en 1938, James A. B. Scherer, qui a longtemps vécu dans ce pays, écrit :

« Sur le plan physique, le soldat japonais commence à montrer les résultats alarmants de la sous-alimentation qu'il a endurée pendant son enfance et du surmenage scolaire. L'armée a récemment publié des statistiques d'où il s'avère que les cas de tuberculose ont augmenté d'environ vingt fois depuis 1890 et qu'il y a actuellement 24 cas de tuberculose sur 1.000. »

Une publication de Tokio, *Le Japon Contemporain*, dans son n° de septembre 1936, donnait cette information hautement significative que « pour diverses raisons 40 % des recrues de 1935 étaient déclarées inaptes au service ». Egalement significatif est le fait que depuis quelques années la taille minimum des recrues a dû être abaissée de 5 pieds 1 inch (1) à 4 pieds 10 1/2 inches pour obtenir suffisamment d'hommes. De longues années de sous-alimentation ont réduit la taille du peuple japonais et l'ont physiquement débilité. Trotsky avait donc raison quand il disait : « Le soldat japonais, dans l'ensemble, n'est pas capable d'utiliser efficacement la nouvelle technique et de s'adapter à la nouvelle tactique de la guerre. » Cette assertion va recevoir une confirmation dramatique dans les événements qui sont en train de se dérouler sur le théâtre de guerre du Pacifique.

Enfin, Trotsky déclarait que « le peuple japonais est fortement hostile au gouvernement. Cette nation désunie ne saurait être unifiée par des objectifs de conquête. » L'hostilité des masses envers la classe dirigeante japonaise a déjà été prouvée maintes fois. La répression brutale, les poursuites contre toute personne soupçonnée d'avoir des "opinions dangereuses", la suppression des syndicats et des partis politiques, sont autant de preuves éloquentes de l'acuité des antagonismes de classes.

Jusqu'à présent, on doit considérer que la haine

(1) Le pied anglais équivaut à 0 m. 3048.

des exploiters ne s'est pas étendue jusqu'à inclure la "divine" monarchie qui, en même temps qu'un parlement, — caricature des institutions parlementaires occidentales, — couronne la structure du pouvoir impérialiste.

Cependant, ce parlement corrompu est discrédité depuis longtemps. Pour une longue période pendant le régime des shoguns, les empereurs japonais vivaient en exilés sur leur propre territoire. A la Restauration de 1868, la classe ascendante des commerçants, alliée avec les clans féodaux anti-Tokugawa, rétablit l'empereur comme monarque absolu, et celui-ci daigna accorder la Constitution de 1889 (désormais, comme par hasard, sur la rigide constitution prussienne de Bismarck) Ces précurseurs de la bourgeoisie impérialiste entretenaient sciemment l'idée d'un empereur divin et patriarcal, espérant réaliser par là une "unité nationale" d'en haut, plutôt que par des réformes fondamentales d'en bas. Cela n'a pas été réalisé.

Le mythe d'un empereur "divin", qui est adopté dans le *Shinto*, la religion officielle d'Etat, a un faible pouvoir effectif sur l'esprit populaire. Par exemple, le professeur Embree, une autorité éminente sur la vie rurale japonaise, nous dit que le *Shinto* n'entre que faiblement dans la vie quotidienne des villageois japonais, qui représentent plus de la moitié de la population. Les habitants de Tokio sont virtuellement obligés de se courber très bas quand ils passent dans le voisinage du palais impérial et faire une révérence quand l'Empereur passe à cheval, les jours de cérémonies. Les soldats en campagne doivent aussi, les jours de fête nationale, tourner leur visage dans la direction du palais impérial et se prosterner en signe de vénération.

Il est impossible de déterminer la valeur exacte de la croyance en la "divinité" impérialiste. On ne peut mettre en doute qu'un grand nombre de gens se livrent au culte de l'Empereur. On ne peut pas non plus douter de la valeur de ce culte pour la classe dominante, parasitaire du fait qu'il contribue à maintenir le peuple dans la soumission. N'empêche que le culte de l'Empereur, — même s'il est généralement appliqué, — et l'unité de la nation ne sont pas la même chose. La lutte de classes est une indiscutable réalité. Ceci peut être affirmé avec une certitude absolue. Lorsque les masses découvriront la connexion entre la monarchie et leurs exploiters ; lorsqu'elles apprendront, comme l'ont fait les masses russes en leur temps, que la monarchie est simplement une invention de la classe dominante pour les maintenir dociles et "loyales", alors la dernière digue contre la révolution sociale au Japon sera brisée.

Les social-chauvins suivent la bourgeoisie et trompent les peuples en disant que la guerre est faite pour la défense de l'indépendance et l'existence des nations : ainsi ils se mettent du côté de la bourgeoisie, contre le prolétariat.

Aux social-chauvins appartiennent tous ceux qui justifient et idéalisent les gouvernements et la bourgeoisie de l'un des groupes belligérants, ainsi que ceux qui, comme Kautsky, reconnaissent le droit égal de tous les socialistes de toutes les nations belligérantes de « défendre la patrie ».

« Le Socialisme et la Guerre ».

L'INTERNATIONALISME ET LA IV^e INTERNATIONALE

Brèves notes sur la vie de nos Sections
extra-européennes au cours de la guerre

par O'DANIEL

La guerre impérialiste est l'épreuve cruciale de l'internationalisme. Son premier résultat est de convertir les frontières nationales, — ces barrières artificielles et historiquement dépassées qui, déjà avant, étouffaient et étranglaient l'économie mondiale, — en des obstacles infranchissables. Les communications les plus normales entre deux pays deviennent des cas « d'intelligence avec l'ennemi » et de « haute trahison ». Les sections nationales d'organisations qui se glorifient d'être internationalistes sont isolées, compartimentées, coupées de tout échange mutuel, pendant que les tambours de propagande de chaque pays martèlent sans arrêt un hymne de haine anti-internationaliste. C'est précisément par la façon suivant laquelle elle fait face à un tel état de choses qu'une Internationale fait ses preuves.

Le fait que cette seconde guerre impérialiste n'est pas une simple répétition mais bien une continuation de la première est attesté par le rôle joué par la II^e Internationale.

Il n'y a pas eu cette fois de trahison d'une souveraineté inouïe, comme en 1914 ; longtemps avant la déclaration formelle de la guerre, cette "Internationale" s'était déjà révélée le bras droit des impérialismes alliés. Son attitude pendant cette guerre, qui atteignit son point culminant lors de la récente résolution du Congrès du Labour Party anglais, condamnant les ouvriers allemands comme partageant la responsabilité de l'hitlérisme, est particulièrement significative et répugnante.

La III^e Internationale, créée précisément en raison de la trahison de la II^e en 1914, l'a suivie dans la voie de la trahison de l'internationalisme. Sa dissolution formelle, en mai 1943, a simplement donné une forme légale à un état de fait qui existait longtemps à l'avance, en enterrant un corps que la vie avait depuis longtemps quitté.

A l'opposé de la politique de Lénine et de Trotsky, qui mit fin à la première guerre impérialiste, la position criminelle du Kremlin en confondant le prolétariat allemand avec ses maîtres capitalistes constitue une trahison de l'internationalisme et une aide pour l'impé-

rialisme nazi infiniment plus précieuse que n'importe quelle arme secrète et n'importe quel V 4, 5 ou 6, découvert ou sur le point de l'être. Seule la IV^e Internationale a victorieusement traversé, sans trahison ni dissolution, l'épreuve de la guerre impérialiste. Rien ni personne ne peut dissoudre la IV^e Internationale.

La faillite du Centrisme

Pendant la période qui a précédé la guerre, c'était devenu une mode intellectuelle parmi les centristes vaguement groupés autour du Bureau de Londres de mépriser la IV^e Internationale pour son manque évident de force numérique dans ses partis constituants. Aux noyaux compacts de militants imbues de solides principes du marxisme qui composaient la IV^e Internationale, les centristes comparaient avec complaisance leurs partis certainement numériquement beaucoup plus forts. Mais ces partis, relativement plus grands (bien qu'instables), n'avaient d'autre cohésion que celle que leur prêtait les circonstances relativement assez faciles de la période d'avant-guerre ; et la ressemblance de leurs programmes résultait non d'une identité de principes professés en commun et appliqués avec constance, mais précisément du caractère vague et flou de ces programmes, pastiches pleins de contradictions d'éléments reformistes et révolutionnaires, et de cette tolérance mutuelle des imprécisions politiques qui constitue une caractéristique typique du centrisme.

Car, qu'est-il arrivé avec la déclaration de la guerre ? Le cas des lovestonistes américains est typique à ce point de vue. Ces messieurs aux postes influents dans les Trade-Unions et à la politique "réaliste" jetèrent juste un coup d'œil circulaire sur la guerre, et, déclarant que les temps n'étaient pas propices, ils prenaient sur eux tout simplement... de dissoudre leur parti. La dissolution du P.S.O.P. français est trop connue en Europe pour qu'il soit nécessaire de s'étendre là-dessus. Le P.O.U.M., si puissant jadis

et réduit maintenant à quelques poignées de militants dispersés, en arriva à un tel point de dégénérescence qu'il forme avec les nationalistes catalans un bloc qui réclame la constitution d'un Etat catalan-provençal capitaliste, découpé à même la France et l'Espagne. L'Independent Labour Party anglais, âme du Bureau de Londres, doit la continuation de son existence boiteuse pendant la guerre, dans une très large mesure, à la tragique division des forces trotskystes en Grande-Bretagne, — division dont la liquidation récente est de mauvais augure pour l'I.L.P. — L' "Internationale" centriste, en tant qu'organisation internationale effective, a purement et simplement cessé d'exister.

La IV^e Internationale

a fait ses preuves

Entre temps, la IV^e Internationale, que ces messieurs si "réalistes" regardaient avec tant de condescendance, est sortie de l'épreuve suprême de la guerre, inébranlée et même agrandie. Pas une seule section nationale n'a été dissoute. Au contraire, de nouvelles sections nationales ont été formées dans plusieurs pays. Quant à celles qui existaient déjà depuis longtemps, elles ont, dans la majorité des cas, réalisé de forts progrès, tant en ce qui concerne leur force numérique qu'en ce qui concerne leur influence parmi les masses.

Mais ce qui, politiquement, a une bien plus grande importance, c'est que des sections nationales entièrement coupées les unes des autres et du Secrétariat International, en raison de la rupture des communications consécutive à la guerre, ont constaté au moment de la reprise de ces communications que toutes avaient réagi politiquement de la même façon à l'essai de nouveaux problèmes suscités par la guerre pendant la période de leur isolement. Il n'existe nulle part un seul cas où une section nationale dans son pays isolé se soit engagée dans la voie d'innovations idéologiques ou de déviations dangereuses. Un exemple particulièrement frappant de ce fait est celui qu'on a pu observer au moment de la formation d'une nouvelle et forte section dans les Indes Anglaises, par la fusion des groupes préalablement existants. Simultanément, ces trotskystes hindous et le Secrétariat International, — sans que les uns aient la notion du travail de l'autre, — élaborèrent deux séries de thèses pour les Indes, contenant non de simples généralités mais des appréciations concrètes sur les problèmes de ce pays. Quand ces thèses, qui se croisèrent en route, parvinrent à leurs destinataires réciproques, les ressemblances, même dans les plus petits détails, s'avèrent flagrants. Bien plus frappante encore est la comparaison des documents du Secrétariat International avec le programme (1) élaboré par la Conférence Européenne dans le feu du combat et dans les conditions les plus difficiles et les plus propres à semer la confusion. Des deux côtés des barrières impérialistes, le programme politique de la IV^e Internationale est resté ferme et intact.

Le bilan de l'activité de la IV^e Internationale pendant la guerre dans le monde entier démontre deux faits d'une importance politique fondamentale : 1° Que les principes politiques sains, appliqués avec opiniâtreté, prévalent d'une façon absolue pour établir et maintenir une solide cohésion organisationnelle sur tout "réalisme" opportuniste et sur toute politique de combines. 2° Que le marxisme-léninisme, en tant que méthode, en tant qu'outil théorique, est indépendant de toute particularité du développement dans tous pays momentanément isolé.

(1) Voir Quatrième Internationale, n° 45 et 6-7.

Un bref tour d'horizon

Aux ETATS-UNIS, le Socialist Workers Party résista victorieusement à deux coups qui auraient réduit en miettes une organisation moins bolchevique : à la défection de la minorité schachtmaniste petite-bourgeoise, en 1940, et à la rude offensive judiciaire menée par le gouvernement, en 1941.

Le premier obligea le Parti à concentrer une grande partie de ses forces pendant plus de six mois dans une intense lutte intestine, qui se termina en le privant de près de 40 % de ses effectifs. Mais le principe de la défense inconditionnée de l'Union Soviétique fut maintenu. Le Parti, débarrassé de son aile petite-bourgeoise, entreprit une campagne de profétisation qui a été à l'origine de sa pénétration profonde dans les masses américaines. Et ainsi, ses progrès constants réalisés depuis ont fait plus que compenser numériquement la défection des schachtmanistes. De plus, le S.W.P. est un parti de cadres capable en tous points maintenant de se mettre à la tête des grandes masses au moment historique où, en quête d'une direction, elles se tourneront résolument vers le trotskysme.

En 1941, le gouvernement des Etats-Unis fut si alarmé par l'influence acquise dans le mouvement syndical par les trotskystes, qui seuls menaient une action résolue contre la guerre, qu'il monta un procès monstre contre 23 dirigeants du S.W.P. et de la fameuse section régionale 544 du Syndicat des Camionneurs, basé sur deux étranges lois : l'une ressassée pour les besoins de la cause et datant de l'époque de la Guerre de Sécession, l'autre, toute nouvelle, créée ad hoc, aux yeux de laquelle étaient criminels non seulement les actes mais même les pensées socialistes. Le procès fut sensationnel ; les accusés se transformèrent en accusateurs ; du haut de la tribune de cette cour, des millions de travailleurs américains entendirent pour la première fois quelle était la véritable position du trotskysme ; et des centaines de milliers d'ouvriers représentant les sections les plus combattives des travailleurs américains se rallièrent au comité de défense des accusés. Dix-huit d'entre eux sont actuellement détenus dans les prisons de l'impérialisme américain ; mais le parti édifié par cette direction trotskyste américaine n'hésita pas un instant dans sa marche en avant, mais au milieu de l'hystérie de guerre qui accompagna les sentences, il recruta des nouveaux membres sur la base de ces mêmes sentences.

Dans le reste des deux Amériques, de solides progrès ont été réalisés. Au CHILI, en 1941, on parvint à remédier à la division des forces trotskystes au moyen d'une fusion des groupes existants en un seul parti, le Partido Obrero Revolucionario, dont la composition essentiellement prolétarienne est reflétée par son influence parmi les masses, particulièrement dans les mines et les entreprises de transport. Sa force est telle qu'il fut à même de présenter un candidat aux dernières élections présidentielles. En ARGENTINE, également au cours de la même année, une fusion des cinq groupes existants a pu être réalisée après de longues négociations, d'où le Partido Obrero de la Revolución Socialista est issu. Presqu'en même temps, une importante sous-section des Internationales Kommunisten Deutschlands fut constituée parmi la nombreuse émigration allemande, dont l'organe Der Funke paraît bi-mensuellement. En URUGUAY aussi, les forces trotskystes ont fusionné. Grâce à ces fusions, les organisateurs nécessaires furent rendus disponibles pour aider à la création de groupes au PARAGUAY et en BOLIVIE. Au CANADA comme au MEXIQUE, nos petites sections ont eu à surmonter des crises graves pour pouvoir continuer leur progression constante. A CUBA, la section nationale a réussi à sortir de l'isolement et à prendre la direction de plusieurs grèves importantes, surtout parmi les cheminots. Quant au BRÉSIL, la dictature de Vargas

empêche toujours malheureusement que des nouvelles de notre section, jadis importante, ne parviennent jusqu'au monde extérieur.

Dans l'AFRIQUE du SUD, le problème de la co-existence d'un groupe trotskyste non-officiel à côté de la section officielle attend d'être solutionné par le Secrétariat International.

A CEYLAN, la section de la IV^e Internationale, qui s'était développée jusqu'à compter 4.000 membres et à faire élire quatre représentants au Conseil, a pu résister à tous les coups de l'impérialisme britannique et même à l'arrestation de ses dirigeants, effectuée en dépit de leur immunité parlementaire. Ces mesures, néanmoins, forcèrent le Parti à continuer son activité dans l'illégalité. Dans les INDES BRITANNIQUES, la nouvelle section déjà mentionnée donne actuellement une preuve tangible de son développement par la publication simultanée de trois journaux, l'un en hindoustani, l'autre en anglais et le troisième en tamil. Les sections de la IV^e Internationale, en CHINE et en INDOCHINE, sont encore coupées du reste du monde en raison de la guerre.

La section d'AUSTRIE traversa indemne une période d'hystérie de guerre particulièrement aigüe.

En Europe, la persistance des sections de FRANCE, de BELGIQUE, d'ESPAGNE et de GRÈCE, sous des conditions qui auraient complètement détruit des organisations moins bolcheviques, est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'en parler plus longuement. En ITALIE, un groupe est en train de se constituer dans la partie sud du pays occupée par les Alliés, après une âpre lutte théorique intérieure qui fit prévaloir le principe de la défense inconditionnée de l'Union Soviétique sur une tendance ayant sur ce sujet une position confuse. Les barrières de la guerre impérialiste continuent à nous couper de toute communication avec nos sections d'ALLEMAGNE, d'AUTRICHE, de POLOGNE et de l'UNION SOVIÉTIQUE.

Mais les plus grands progrès réalisés par la IV^e Internationale dans un pays d'Europe, au cours de l'année dernière, furent incontestablement ceux de la GRANDE-BRETAGNE. C'est en mars 1944 que la longue et tragique division qui opposait notre section britannique, la *Revolutionary Socialist League*, à la non-officielle *Workers International League* prit fin, grâce à l'intervention du Secrétariat International, au cours d'un congrès de fusion qui créa le *Revolutionary Communist Party*. A peine cette fusion avait-elle été réalisée que la nouvelle organisation fut violemment attaquée par l'impérialisme britannique, doublement alarmé et par l'unification en elle-même et par l'extrême rapidité avec laquelle l'influence trotskyste se développait parmi les ouvriers britanniques pendant la grande vague de grèves du printemps. A la suite

du premier procès intenté sur la base de l'infâme « Trades Union Disputes Act » de 1927, trois trotskystes britanniques ont été jetés en prison. Et, pendant que le « trotskysme », trois jours durant dans la presse londonienne, reléguait même la guerre au second plan, le gouvernement s'empressa de promulguer un nouveau décret spécial, — le « 1A (a) », plus cynique encore, — qui rend punissable de cinq ans de prison le fait de discuter l'idée même d'une grève, sauf dans une réunion syndicale convoquée par un bureaucrate des Trade-Unions. Mais les inculpés avaient fait appel, le gouvernement se trouva forcé de les relâcher. Ainsi le parti, que le procès fit connaître à des centaines de milliers de travailleurs britanniques indignés, continua à développer rapidement son influence, particulièrement parmi la masse militante des charbonnages.

Conclusions

De cet aperçu, nécessairement trop bref, découle une deuxième conclusion d'une signification politique considérable : que dans le monde entier l'avant-garde révolutionnaire a réagi d'une manière saine aux événements actuels, tendant partout à resserrer ses rangs. Mais ce qu'il convient de noter particulièrement, c'est que cela n'a pas été réalisé sur la base de combinaisons organisationnelles vagues et sans principes : dans chaque cas, les fusions ont eu lieu DANS la IV^e Internationale et sur la base de l'acceptation inconditionnée, par tous les participants, de son programme intégral.

Ainsi il est possible, après cinq ans de guerre impérialiste, de dresser un bilan provisoire. Les II^e et III^e Internationales ont ouvertement et totalement trahi l'impérialisme. Les groupes centristes, jadis apparemment florissants, qui considéraient la formation de la IV^e Internationale comme prématurée et son organisation comme imaginaire, eux-mêmes piétinant sur place, s'écroulent, ou (comme les *lovestonistes*) se suicident tout tranquillement. Les sectaires ultragauchistes, tels les *ocheristes*, qui considéraient que « l'opportunisme » de la IV^e Internationale la condamnerait à une désintégration rapide, continuent, dans un superbe isolement à se livrer à leur sport passionnant qui consiste à s'excommunier mutuellement pour déviations opportunistes. Mais la IV^e Internationale existe et se développe, et reste inébranlable sur un programme dont cinq années tumultueuses ont parfaitement démontré la justesse. Elle continuera à le rester et elle ne démentira pas les dernières paroles de son grand leader assassiné, Léon Trotsky : « Je suis sûr de la victoire de la IV^e Internationale. En avant ! ».

VOS MORTS

GIL NICASIO

cadre de notre section espagnole, est mort accidentellement.

Nicasio a milité pendant de longues années en Argentine, d'où il a été expulsé pour son activité révolutionnaire. Il a pris une part énergique dans la Révolution Espagnole de 1936-38, et devint officier de l'armée républicaine.

Réfugié en France depuis la défaite de la révolution, il n'a pas cessé un seul instant de combattre pour les intérêts de la classe ouvrière, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

CHRONIQUE INTERNATIONALE

U. R. S. S.

LA VIE EN TEMPS DE GUERRE en U.R.S.S.

La force colossale déchaînée par les masses soviétiques dans leur lutte à mort contre l'impérialisme allemand a trouvé son expression la plus spectaculaire dans les exploits militaires sans précédent de l'Armée Rouge. Bien que les plus importants, les succès sur l'arène militaire représentent seulement un des aspects de l'effort de guerre total.

Léon Trotsky fit remarquer que « le soi-disant "potentiel militaire" dépend avant tout de la force économique d'un Etat... En temps de paix, le conflit économique entre deux systèmes sociaux hostiles peut être retardé pour longtemps, — quoique absolument pas pour toujours, — par des moyens politiques, avant tout par le monopole du commerce extérieur. Pendant la guerre, l'épreuve se fait directement sur le champ de bataille. »

La force économique de l'U.R.S.S. s'est trouvée soumise, grâce à la politique de Staline, à la plus grave épreuve dans les conditions les plus mauvaises. Le premier Etat ouvrier dans l'histoire, créé dans un des pays les plus arriérés de l'Europe, avec seulement 15 ans d'économie planifiée derrière lui, — et, en plus, avec ses trois plans de 5 ans réalisés sous la bureaucratie stalinienne dégénérée, prodigue et avide, — a eu à affronter l'Allemagne dans une lutte corps à corps, l'Allemagne, le pays capitaliste le plus avancé en Europe, aidée par toutes les ressources d'un continent conquis.

Staline, qui a trahi le bolchevisme il y a longtemps déjà, a tout misé sur son alliance avec Londres et Washington. Quelle aide cette alliance a-t-elle apportée aux masses soviétiques en guerre ? Le Kremlin promit aux soldats ouvriers et paysans soviétiques qu'ils auraient une importante aide militaire, un "second front". Deux années se sont écoulées avant que les "Alliés" ne se décident à envahir la France, non pas pour aider l'U.R.S.S., mais pour servir leurs propres intérêts.

Et la loi « prêt et bail » ? Écoutons ce qu'une des plus sérieuses revues de la bourgeoisie américaine a à dire à ce sujet. Leland Stowe écrit dans un article du numéro d'Octobre 1943 de la revue trimestrielle *Affaires Étrangères* :

Le matériel américain et anglais n'est pas parvenu en Russie Soviétique dans des proportions suffisantes pour devenir un facteur important dans la grande bataille défensive le long du Don, dans le nord du Caucase et à Stalingrad pendant l'été et le début de l'automne 1942. Il arriva en abondance seulement au moment où les Russes avaient déjà montré qu'ils tenaient solidement Stalingrad.

M. Stowe est forcé d'admettre que les triomphes militaires de l'Armée Rouge représentent « un succès exclusivement soviétique ». Naturellement, dans leur

presse populaire, les capitalistes le nient. Mais, entre eux, ces messieurs préfèrent dire la vérité.

L'industrie et l'agriculture soviétiques, c'est-à-dire les ouvriers et les paysans soviétiques, ont porté tout le poids de la lutte. Malgré de sérieux handicaps, l'Union Soviétique, même sous le règne de Staline, a déjà démontré sur l'arène militaire la supériorité de l'économie nationalisée sur le capitalisme décadent, comme elle a précédemment démontré la supériorité des méthodes socialistes en temps de paix par les succès économiques sans précédent des trois plans de 5 ans. Tout ouvrier conscient pensera : si les conquêtes réalisées par une révolution socialiste peuvent mener à de tels succès dans un pays arriéré, quels sommets ne pourraient être atteints par les pays avancés d'Europe et d'Amérique ?

Côte à côte avec leur remarquable tableau de succès, nous devons inscrire le prix terrible que les masses soviétiques ont eu à payer pour la direction et la politique stalinienne. La presse officielle soviétique commence à divulguer des chiffres qui montrent combien a été accablant le poids de la guerre pour l'U.R.S.S.

Les pertes civiles et militaires s'élèvent à 15-20 millions d'hommes. L'économie soviétique se ressent du manque de main-d'œuvre, malgré ses grandes réserves humaines. Les jeunes et les femmes grossissent le nombre du personnel industriel.

Voici un éditorial typique de la *Pravda* du 8 Juillet 1943, donnant une vraie image de la situation :

Notre économie a démontré sa capacité de préparer, dans un laps de temps très court, des cadres ouvriers pour remplacer ceux appelés au front. Environ 1.400.000 nouveaux ouvriers sont venus grossir les cadres de l'industrie et des transports pendant la période de guerre, provenant uniquement d'écoles professionnelles et des F.Z.O. (écoles d'usines). En plus, des centaines de milliers de femmes, — femmes et soeurs des combattants du front, — sont entrées dans les usines.

Les nouveaux cadres dans l'industrie

Les F.Z.O. et les écoles professionnelles fournissent à l'industrie soviétique des ouvriers, garçons et filles, de 10 à 17 ans, et même plus jeunes. Il faut rappeler ici que le travail infantile a été introduit par le Kremlin en octobre 1940, c'est-à-dire 8 mois avant l'invasion hitlérienne ; et, pendant cette brève période, près d'un million de jeunes ont été intégrés dans l'industrie. Le nombre d'enfants et adolescents employés maintenant, d'après les propres chiffres de Staline, doit être voisin de 3 millions.

La proportion de femmes dans l'industrie est un secret jalousement gardé. Mais il est possible de l'évaluer. La *Pravda* fait constamment allusion à de nouvelles centaines de milliers d'ouvrières. Des dispositions spéciales sont prises pour précipiter l'afflux de femmes dans l'industrie. La Journée Internationale des Femmes est une des rares fêtes socialistes traditionnelles célébrées encore avec beaucoup de solennité. Pour la fête de cette année, la *Pravda* du 6 Mars affirma dans son éditorial :

Les femmes de l'arrière se sont montrées des patriotes dévouées. Toute la force de nos femmes, leurs capacités, leurs connaissances, leur expérience et leur temps, sont à la disposition de leur patrie. L'ouvrière et la paysanne acceptent les directives du gouvernement comme une loi

d'acier. Elles font des efforts pour augmenter le rendement du travail. Elles prennent sur elles des tâches supplémentaires.

Il y a 8 ans, en 1936, il y avait près de 3.500 000 femmes dans l'industrie lourde, usines métallurgiques, construction et mines ; et un autre million dans l'industrie légère. On peut assurer qu'à l'heure présente ce chiffre a doublé.

Les nouveaux cadres dans l'agriculture

Le rôle dominant des femmes et des enfants est encore plus évident dans l'agriculture.

La Pravda du 20 Janvier 1943 déclare :

La jeunesse est devenue vraiment la force décisive dans la production collective des fermes. Garçons et filles, les adolescents travaillent maintenant comme conducteurs de tracteurs ; ils soignent les bêtes, font pousser le grain, les légumes et les autres récoltes. Une partie importante de la jeunesse s'occupe de groupes spéciaux, brigades et fermes à bétail.

Cette année, une des activités importantes de la bureaucratie a été de reconstituer le « Komsomol » (Jeunesses Communistes) dans les villages, afin de donner la direction nécessaire à l'agriculture. L'organisation Komsomol, réorganisée si souvent dans le passé, doit être reconstruite complètement. Voici l'image de son état présent :

Dans la région de Rokhatinsk (République Socialiste de Tadjik), il y a 52 organisations du Komsomol, mais plus de la moitié existe seulement sur le papier. Les réunions des Komsomol n'ont lieu que sporadiquement. Dans 40 fermes collectives, il n'y a pas eu du tout de réunion l'année dernière. Beaucoup de membres des Komsomol ont perdu contact avec l'organisation (Pravda, 20 Janvier).

Pour la première fois depuis des années, des réunions locales et régionales des activistes du Komsomol sont tenues. Des fonctionnaires éminents y assistent. Kalinine, le président de l'Union Soviétique, a parlé à la réunion des Komsomol de Moscou (Pravda, 14 Février).

Le commissaire du peuple à l'Agriculture, Benediktov, fit une tournée dans les fermes collectives, parlant aux réunions des Komsomol. Il dit, pendant une de ces réunions, dans la région de Tambov :

La plus grosse partie du travail des champs est faite aujourd'hui, en temps de guerre, par des jeunes garçons et filles (Pravda, 8 Juillet).

Le rapport sur ceux qui assistèrent à la réunion nous donne une coupe des forces travaillant maintenant dans l'agriculture :

Sont venues à la réunion du Komsomol de "Svetly Put", kolkhoze dans la région de Tambov, les garçons et les filles de tout le village ; sont venues les femmes kolhoz et les vieilles gens (Pravda, même n°).

La région de Tambov est une région agricole riche, loin des lignes du front. Il va sans dire qu'une ferme collective modèle a été choisie pour une réunion avec un dignitaire aussi haut placé que le commissaire du peuple à l'Agriculture. Les bureaucrates locaux, comme il est non moins évident, ont dû faire de leur mieux pour avoir le public le plus large. Pourtant, les seuls adultes présents furent les femmes et les vieux. Ce public représente fidèlement la population en temps de guerre de ce village en particulier, et, en général, des autres villages à travers les pays.

Les conditions dans l'agriculture

De tous les secteurs de la vie économique soviétique, l'agriculture a souffert le plus sévèrement. Des centaines de milliers de kilomètres carrés dans les régions les plus riches ont été changés en terre en jachère. La Pravda parle des territoires réoccupés comme de « déserts ».

Les kolkhozes (fermes collectives) et les sovkhoses (fermes de l'Etat) manquent sérieusement de main-d'œuvre, de machines, de pièces détachées et de combustible. Le manque de chevaux a forcé à utiliser les vaches pour le travail des champs et les transports.

La misère terrible de la population dans les vastes territoires reconquis sur les Allemands s'ajoute aux besoins de la population civile et de l'armée. Depuis l'hiver dernier, l'Armée Rouge a reconquis un territoire quatre fois plus grand que l'Allemagne. Des dizaines de millions de civils vivent encore dans ce « désert ».

Parmi les mesures d'urgence adoptées par le Kremlin furent des dons volontaires de bétail, cochons, volaille, grain, etc., par les fermes collectives à l'arrière de celles des territoires dévastés. Pendant plusieurs mois, le Kremlin conduisit une campagne dans toute la nation pour élargir ce mouvement, ostensiblement lancé par les kolkhoziens eux-mêmes, mais, en réalité, lancé par le sommet.

Cette campagne, qui, d'après la Pravda, englobait en juin « des millions de kolkhoziens des deux sexes », a été une faillite. Les résultats furent pitoyables. Le plan original du Kremlin envisageait certainement des contributions de bétail, grain, etc., provenant des possessions privées des paysans. La presse mettait l'accent sur les « dons personnels ». Mais la plus grande partie du stock obtenu à l'aide d'une pression administrative vint de la propriété des fermes collectives et des fermes d'Etat, ce qui tendait à les affaiblir encore plus.

Des mesures plus rigoureuses ont alors été appliquées. Au son des trompettes, le Kremlin annonça brusquement, le 22 Août, un « plan d'Etat pour la reconstruction des territoires occupés par les nazis immédiatement après leur libération ». Chaque journal à Moscou, y consacrait le numéro du jour, à l'exclusion des autres nouvelles. Le texte entier n'est pas encore dans nos mains, mais les télégrammes font apparaître clairement les traits essentiels du plan. La restauration de l'agriculture est un problème brûlant. Au 15 Octobre, « 200.000 têtes de bétail, 350.000 moutons et 550.000 chevaux seront livrés aux territoires libérés dans le nord et dans le sud (New-York Times, 23 Août).

Dans le décret, on parle de ces troupeaux comme du « bétail évacué », qui retourneraient à leurs fermes collectives propres. Mais le fait que des quotas sont imposés aux différentes régions indique clairement qu'il ne s'agit que d'une autre mesure administrative. Les quotas ne peuvent être atteints sans prélèvements sur les stocks privés des paysans. Et cela peut mener à des conséquences dangereuses.

Les tendances individualistes dans les kolkhozes ont été très accrues par la guerre. Le manque de nourriture et l'inflation ont eu pour résultat l'apparition de paysans millionnaires à côté des kolkhoziens millionnaires. Les sommes énormes dépensées par les paysans individuels dans les bons d'Etat sont une preuve éloquente de la résurrection du « koulak » sur la scène soviétique. Un conflit entre le régime et ces tendances individualistes est inévitable. On peut déjà en discerner des signes.

Le danger Koulak

Dans un éditorial après éditorial, la Pravda parle de kolkhoziens ayant aussi des terres individuelles comme de ceux qui fuient leurs responsabilités devant les kolkhozes, etc... En d'autres termes, il y a des paysans

qui passent la majeure partie de leur temps sur leur terre privée, qui vendent sur le marché libre et qui stockent le grain.

Le grain n'est pas toujours délivré à l'Etat. Benediktov, le commissaire du peuple à l'Agriculture, prévient que la « tâche combattante » du Komsomol est de créer « des brigades pour le transfert de grain à l'Etat ».

Dans une seule région, les présidents de 111 kolkhozes ont été épurés ; 30, dans une autre (Pravda, 28 Juin).

La Pravda, naturellement, omet de mentionner le fait que, plus encore que l'incurie habituelle et la faillite de direction, les responsables sont les kolkhoziens « millionnaires », qui sont les chefs des différentes régions.

Les façons de faire du Kremlin, — particulièrement l'effort pour s'appuyer sur la jeunesse et les mesures administratives pour résoudre la crise dans l'agriculture, — sont des signes certains de l'aggravation de la lutte de classe dans le village. Ce sont des signes sérieux d'un danger intérieur grandissant.

Les ouvriers soviétiques en temps de guerre

Il y a un grand progrès sur le passé ; c'est que la jeunesse soviétique dans les villages s'est ralliée en masse à la défense de ce qui reste des conquêtes de la Révolution d'Octobre.

Les ouvriers soviétiques, particulièrement les jeunes, réalisent des miracles de production industrielle. L'Armée Rouge reçoit tout l'équipement technique nécessaire, malgré les pertes sérieuses d'usines et de matières premières en 1941 et 1942.

Pour la masse des ouvriers, les rations de nourriture sont au niveau du « minimum vital ». Les conditions de logement, très mauvaises avant la guerre, ne sont pas améliorées. La production d'objets de consommation civile s'est presque complètement arrêtée. Le peu qui a été produit vient essentiellement des artisans.

Les conditions sont pires dans des villes comme Léninegrad, où les besoins de la population ne peuvent être satisfaits que par des ressources locales. Mais la bureaucratie stalinienne se vante maintenant qu'en juillet, toute la ville de Léninegrad a été servie par « 346 tailleurs, cordonniers, etc... » qui jouent « un grand rôle en délivrant aux habitants de Léninegrad des objets de consommation courante (Izvestia, 2 Juillet).

Les plus grands succès ont été atteints dans la production de vêtements d'enfants.

BELGIQUE

LA CRISE BELGE

Depuis sa « libération », la Belgique est devenue un terrain d'expérience multiple : de la politique bourgeoise vis-à-vis du chaos monétaire provoqué par la guerre ; de la politique contre-révolutionnaire des nouveaux occupants anglo-américains de l'Europe ; de la politique des staliniens et des réformistes devant une situation révolutionnaire.

Lorsque les dernières troupes allemandes eurent évacué le pays et le gouvernement de Pierlot, rentré de Londres et remanié, eut pris la situation en main, le problème monétaire se posa de la façon suivante : pour 63 milliards de circulation en 1939 (billets de banque, dépôts dans les banques, etc...), il y avait une masse de 183 milliards de moyens de paiement, dont 100 milliards de billets.

Pour remédier à cette situation et pour donner à la monnaie belge sur le marché international la valeur d'achat correspondant à la fixation du taux de change à 176,25 francs belges la livre, il fallait réduire la circulation totale à 100 milliards, billets et dépôts compris.

Pour réaliser cette opération d'« assainissement monétaire », le ministre des finances Gutt décréta la déclaration obligatoire de tous les avoirs en billets de banque et l'affectation des comptes de dépôts à des comptes spéciaux, 40 % étant considérés comme libres, mais devant rester provisoirement indisponibles, 60 % étant définitivement bloqués.

En même temps que ces mesures d'ordre monétaire, d'autres étaient prises qui avaient comme but de déceler les bénéfices de guerre : déclaration des titres au porteur et des avoirs à l'étranger.

La portée et les résultats de cette expérience qui, à première vue, représente une audacieuse intervention de l'Etat dans le domaine de la propriété privée, et, en particulier, de la propriété capitaliste, restent, en réalité, extrêmement limités.

La Voie de Lénine, le journal de notre section belge, écrivait justement sur cette question :

Certes, la fraude des sommes liquides détenues par les profiteurs de guerre paraît être rendue plus difficile.

Remarquons toutefois que ce sont principalement les paysans, habitués à thésauriser des billets, qui sont frappés par cette mesure. Les bénéfices industriels, placés pour la plupart en investissements, réinvestissements, biens immobiliers, etc., sont beaucoup plus malaisés à découvrir.

Il faut, en effet, un travail extrêmement long et compliqué pour dresser un véritable inventaire des fortunes et calculer leur accroissement depuis 1940. Cela est, du reste, l'aspect purement technique de l'opération.

La principale difficulté, absolument insurmontable en régime capitaliste, qui s'oppose à la réussite d'une telle opération est que l'Etat capitaliste, mandataire de la classe des possédants, est incapable d'exercer un véritable contrôle économique et financier des entreprises et des banques et de confisquer leurs scandaleux bénéfices de guerre.

Le gouvernement Pierlot n'a pas tardé d'ailleurs à démontrer son vrai caractère réactionnaire.

Tandis que les avoirs des paysans, des petits rentiers et des petits commerçants restaient bloqués et provoquaient le déperissement du marché intérieur, les gros enrichis de la guerre s'arrangeaient pour exporter leurs titres à l'étranger et procéder à leur déclaration (dont la date n'est pas encore fixée) par l'intermédiaire de tierces personnes pratiquement incontrôlables.

C'est à la suite de cette situation, en liaison avec l'aggravation du ravitaillement depuis la « libération », le sabotage patronal de la reprise économique et les mollesse coupable de l'épuration, que les masses populaires belges se dressèrent de plus en plus contre le gouvernement Pierlot.

Celui-ci, soutenu ouvertement par l'impérialisme anglo-américain, décida de mettre un frein à l'agitation révolutionnaire des masses en passant à l'offensive et

en instaurant, trois mois à peine après la "libération", un régime dictatorial qui ne tient compte d'aucun prétexte "démocratique".

C'est le terrain du désarmement des éléments populaires de la Résistance, comme cela eut lieu en France, au mois d'octobre, et actuellement en Grèce, que les forces de la réaction ont choisi pour déclencher leur offensive, tendant à juguler les masses avant que ces dernières ne menacent sérieusement le régime capitaliste.

Le parti stalinien, ayant considérablement agrandi son influence pendant la guerre, s'est trouvé dans l'obligation de résister, pour deux raisons principales :

D'abord, parce que dans le cas contraire la poussée spontanée des masses risquait de déborder ses cadres.

Et ensuite, parce que le gouvernement Pierlot-Spaak est aujourd'hui le porte-parole en Europe de l'impérialisme britannique visant à créer le « bloc occidental » (Angleterre, France, Belgique, Hollande et éventuellement Norvège) dirigé contre l'U.R.S.S.

Cependant, dépourvu de toute intention et de toute perspective vraiment révolutionnaires, ne voulant en aucune façon entrer en conflit ouvert avec l'impérialisme anglais, qui est le principal soutien de Pierlot en Belgique, comme de Papaandréou en Grèce, obligé de subir les conséquences de sa politique pour la guerre et la collaboration des classes, le parti stalinien n'opposa à l'offensive réactionnaire du gouvernement qu'une résistance timide, spasmodique, et, en définitive, démoralisante pour les masses.

La presse stalinienne de l'étranger, et en particulier *l'Humanité*, en France, a évité, tout en accusant à juste titre les cyniques traitres du Parti Socialiste Belge, d'informer ses lecteurs que ce sont les trois ministres "communistes" démissionnaires du gouvernement Pierlot qui ont signé avec Erskine, représentant des forces armées de l'impérialisme anglo-américain, le communiqué demandant aux membres de la Résistance de remettre leurs armes.

Quelques jours après, les gendarmes de Pierlot tiraient sur la foule désarmée, et le gouvernement, muni de pleins pouvoirs, est en train d'imposer "l'ordre" réactionnaire sans que les masses, pour s'y opposer efficacement, soient organisées et idéologiquement préparées par ceux en qui elles ont mis jusqu'à maintenant tous leurs espoirs révolutionnaires.

Nous reparlerons de la situation belge et de ses caractéristiques dans notre prochain numéro.

FRANCE

Le premier Congrès du Parti Communiste Internationaliste

Notre section française a tenu son premier Congrès national depuis son unification, du 1^{er} au 5 Novembre.

Les délégués, venus de toutes les régions importantes du pays, ont discuté à fond la situation internationale en général, et spécialement celle de la France, et ont élaboré un programme précis d'action révolutionnaire.

La question de l'U.R.S.S. et du stalinisme a particulièrement retenu l'attention du Congrès, qui a résumé son point de vue sur ce problème important de la politique actuelle de l'avant-garde révolutionnaire, dans la résolution suivante :

Résolution sur l'U.R.S.S.

1. — Pendant l'action militaire directe de l'impérialisme allemand contre l'U.R.S.S., notre attitude envers la bureaucratie russe était celle d'un Front Unique pour la défense commune de l'U.R.S.S. : c'est-à-dire que, tout en menant notre propagande révolutionnaire contre Staline et tout en démontrant la nécessité de son renversement, nous remettons l'opportunité de cette tâche « à l'étape suivante la plus proche possible » (*Trotsky*), à savoir, quand la menace militaire directe contre l'U.R.S.S. serait éloignée.

Cette étape est aujourd'hui atteinte. L'Allemagne nazie est sur le point de succomber, et l'U.R.S.S. porte la guerre victorieuse loin de ses frontières.

C'est pourquoi nous remettons à nouveau à l'ordre du jour la nécessité de la chute immédiate de Staline.

2. — Etant donné que ce qui reste actuellement en U.R.S.S. des conquêtes révolutionnaires d'Octobre se réduit essentiellement à l'économie étatisée et planifiée, tout emploi dans notre propagande de formulations telles que « Etat ouvrier » tout court, « Etat soviétique », « bastion avancé de la Révolution », etc..., qui dissimulent le fait de la liquidation en U.R.S.S. de la gestion et du contrôle des masses sur l'économie étatisée, donc d'un élément qui est inséparable à la notion de l'Etat ouvrier, n'est qu'erroné et dangereux.

3. — Dans les territoires qui sont en voie d'annexion à l'U.R.S.S. pour renforcer sa défense stratégique (Carélie finlandaise, pays baltes, Pologne orientale, Bessarabie), la bureaucratie russe est obligée, pour ne pas partager ses privilèges avec la bourgeoisie de ces territoires, de procéder à l'étatisation de leur économie, et par cela elle accomplit une tâche relativement progressive.

Mais, pour que l'étatisation de la propriété dans ces territoires devienne la base d'un développement réellement progressif, c'est-à-dire socialiste, il est nécessaire de renverser la bureaucratie stalinienne.

Ainsi les partisans de la IV^e Internationale dans ces territoires, tout en s'efforçant d'entretenir des rapports amicaux avec l'Armée Rouge, tout en prenant la part la plus active à l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes, à la répartition de la terre aux paysans, à la création des soviets et des comités ouvriers, etc..., maintiennent la même attitude qu'en U.R.S.S., à savoir : la lutte révolutionnaire pour le renversement de Staline.

Les partisans de la IV^e Internationale reconnaissent aux masses de tous ces territoires le droit de disposer d'elles-mêmes poussé jusqu'à l'autonomie complète.

4. — Dans les pays qui sont ou qui seront temporairement occupés par l'Armée Rouge (Finlande, Pologne occidentale, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Allemagne), la bureaucratie russe, tout en favorisant certaines réformes sociales, principalement la réforme agraire, brise l'élan révolutionnaire des masses et tâche de maintenir leur action dans les cadres du régime capitaliste. Les partisans de la IV^e Internationale dans ces pays, tout en développant leur propagande de fraternisation avec l'Armée Rouge, contre Staline, doivent pousser au développement d'un mouvement autonome des masses et les éduquer dans un esprit de méfiance et de vigilance à l'égard de l'Armée Rouge, instrument de la bureaucratie russe. Elles doivent s'opposer, le cas échéant par les armes, à toute tentative de l'Armée Rouge de désarmer leurs milices ouvrières, de réprimer leurs grèves, de dissoudre leurs soviets, leurs comités d'usine, ou de leur imposer de quelle façon que ce soit son contrôle réactionnaire.

